

**Université de Montréal
Département de sociologie**

Rapport de recherche
(103902-068)

La capacité d'action collective des populations marginalisée dans le cadre
des luttes pour la reconnaissance. Le cas de la Sierra Santa Catarina
(Iztapalapa, Mexico, DF)

Ilionor Louis, doctorant en sociologie
(103902-068)

Avril 2008

Ilionor Louis
Doctorant en sociologie
Université de Montréal
Département de Sociologie

Capacité d'action collective des populations marginalisées dans le
cadre des luttes pour la reconnaissance. Le cas de la Sierra Santa
Catarina (Iztapalapa, Mexico)

Cette recherche a été réalisée grâce au financement du Centre de
Recherche pour le Développement International (CRDI)

Avril 2008

Table des matières

1. Résumé	4
2. Problème de recherche	4
3. Les constats : Iztapalapa, un département aux indices de marginalisation les plus élevés de la capitale fédérale Mexicaine (Distrito federal)	4
3.1 La municipalité de Taraz	5
4. Résultats de recherche	7
4.1 Vivre en marge de la ville	7
4.4.2 Vivre de l'informalité	9
4.4.3 Condition de vie des femmes dans les campements	10
4.5 Agir ensemble	14
4.5.1 Critique des marches telles que organisées par les leaders	14
4.5.2 Entre actions collectives dans campements et ailleurs: des démarches pour construire une petite école dans un campement	16
4.6. Agir pour la reconnaissance	17
4.6.1 Perte de nom et d'identité : enlissement dans la marginalité	20
4.6.2 Reconnaître politiquement sans valoriser	21
5. Réalisation des objectifs	24
6 Conception et mise en œuvre du projet	25
7 Résultats du projet et diffusion	27
8 Renforcement des capacités de recherche	27
9 L'incidence du projet	28
10 Recommandations	28
Annexe A. Guia de entrevista	29
Annexe B.Version originale des citations tirées des entrevues En espagnol	34

1. Résumé

Le projet fait partie de ma thèse de doctorat en sociologie et porte sur la capacité d'action collective des populations vivant dans des zones de marginalité respectivement à la Sierra Santa Catarina, au Mexique et à Cité de l'Éternel, à Port-au-Prince. Les populations qui vivent dans ces zones situées en marge de la ville sont sans infrastructures, sans services urbains réguliers tels que l'eau et l'électricité. La sécurité publique est inexistante, sauf s'il y a un cas de meurtre, un accident grave ou un incendie, les services d'urgence viendront faire le nécessaire. Mais les populations se débrouillent pour accéder à l'eau et l'électricité par des prises illégales. Dans le cas du Mexique, dirigées par des militants issus d'une organisation sociale dénommée Front populaire, elles réalisent des actions collectives afin de faire pression sur l'État de régulariser leurs établissements et d'y ramener des services. D'origine indigène, provenant, pour la plupart, d'autres quartiers pauvres de Mexico et de certains états où se concentre une certaine quantité de populations indigènes, ces gens sont perçus comme des étrangers dans leur propre pays, car ils ne disposent pas pour la majorité de certificat de naissance ni d'aucune autre pièce d'identification; d'où des stratégies de lutte mises en place afin d'obtenir la reconnaissance de la part des institutions publiques placées à cet effet. Dans ces quartiers on trouve une forte présence de femmes, en d'autres termes, il y a plus de femmes que d'hommes. Ce sont des femmes seules avec beaucoup mamans adolescentes. Elles constituent la catégorie la plus vulnérable mais ne peuvent pas s'organiser pour défendre leurs droits spécifiques indépendamment de la volonté du leader de leur campement.

Traitant de la capacité d'action collectives des populations marginalisées, ce rapport décrit les démarches entreprises par le chercheur pour accéder à ces zones, les conditions de vie observées et les informations recueillies autour des activités de subsistance des populations, des actions entreprises collectivement soit pour défendre les espaces irrégulièrement occupés, soit pour faire pression sur les autorités afin régulariser les espaces habités et d'y ramener des services tels que l'eau, l'électricité et le drainage. Il termine avec quelques recommandations faites à partir des observations sur le terrain et des entrevues réalisées.

Les populations des campements ont été choisies en fonction des similitudes présentées à partir de trois éléments fondamentaux : 1) la marginalisation, c'est-à-dire les formes respectives que revêt la marginalité de chaque population; 2) les actions collectives, en d'autres termes les différentes formes d'action réalisées par les gens pour obtenir la satisfaction de leurs revendications ou pour mettre en place des services collectifs; 3) la reconnaissance des populations et/ de leurs droits soit dans leurs relations avec des organisations non gouvernementales et/ou des instances étatiques. Comme dans le cas de Cité de l'Éternel, trois techniques ont été utilisées pour recueillir des informations : 1) l'observation directe; 2) la recherche documentaire, et 3) les entretiens. Pour ce, nous avons passé quatre mois à la capitale fédérale du Mexique à faire des va-et-vient dans les campements avoisinants la municipalité de Taraz.

2. Problème de recherche

L'une des raisons fondamentales de cette recherche consiste à comprendre comment des populations marginalisées s'arrangent pour occuper de force une propriété vacante appartenant à une zone de réserve écologique à la Sierra Santa Catarina (Iztapalapa, Mexico, DF). Il s'agissait aussi pour nous de savoir comment ces populations s'organisent-elles après l'occupation pour ne pas être délogées, pour survivre et pour se faire reconnaître par les instances publiques comme populations habitant des espaces intégrés au milieu urbain. En effet, en périphérie de Taraz¹, une municipalité relevant de la zone de la Sierra Santa Catarina, il y a beaucoup de propriétés relevant des domaines de l'État qui ont été envahis par des populations en provenance d'autres quartiers de la ville du Mexique ou d'autres états de la République fédérale réputés pour la forte concentration de populations indigènes tels que Oaxaca, Michoacan, Guerrero etc. Ces campements ont entre autres, San Salvador, Panama, Utlá, Taskero, Las Palmas, Caranzas et Salcedo où nous avons des observations et réalisé des entrevues. Il y a plus de dix ans que ces populations ont envahi ces propriétés qui faisaient partie d'une zone de réserve écologique. Jusqu'au moment où nous avons réalisé notre enquête, ces campements n'étaient pas encore officiellement reconnus par l'État. Les populations continuaient, dirigées par leur leader respectif de réaliser des actions collectives en vue d'atteindre ce but. Chaque campement est dirigé par quelqu'un dénommé leader. Celui-ci ne vit pas nécessairement dans le campement qu'il dirige, mais c'est là que se trouve son bureau, son quartier général. Il est membre d'une organisation sociale qui est elle-même incorporée à un parti politique. Après l'occupation du terrain, il est le seul chef des populations, rien ne lui échappe. Il sert d'intermédiaire entre les populations qu'il représente et les institutions publiques.

Il n'était pas facile pour nous d'accéder à notre site de recherche, parce que sommes étrangers et parce que ce sont également des lieux où il y a beaucoup de délinquance. En général n'importe qui même s'il est mexicain, s'il n'habite pas dans la zone ou s'il n'a pas de contacts à l'intérieur de ces établissements humains, ne pourra pas y accéder. Tout étranger est suspect. Il nous a été déconseillé de porter des bijoux ou de se promener librement avec des équipements électroniques ou informatiques comme un ordinateur portable ou une caméra électronique quelconque. De même, nous a-t-on dit, après la tombée de la nuit, même si on sait ce que je fais, avec qui je suis, en tant qu'étranger, je ne dois pas rester dans les campements. Il serait très imprudent de ma part, m'a dit un guide, de venir dans ces lieux en voiture, ou en camionnette si elle est neuve. Les raptés et les cas de kidnapping sont courants.

Au Colegio de Mexico, quand nous sommes arrivés, le professeur qui devait nous encadrer n'était pas disponible, alors nous sommes à La Faculté latino-américaine des sciences sociales où nous avons rencontré quelqu'un qui a travaillé à La Sierra Santa Catarina. Cette personne nous a référé à la coordonnatrice d'une organisation communautaire qui travaillant dans ces milieux. C'est ainsi que nous avons pu accéder au terrain sans changer d'itinéraire et réaliser toutes nos entrevues lesquelles structurées autour de ces trois questions : comment les populations parviennent-elles à s'établir sur dans ces lieux ? Quelles sont donc leurs conditions de vie ? Quels sont les rapports qui se développent avec les gouvernements et les institutions ?

3. Les constats : Iztapalapa, un département aux indices de marginalisation les plus élevés de la capitale fédérale Mexicaine (Distrito federal)

¹ Nom fictif donné à la municipalité aux environs de laquelle se trouvent les propriétés occupées par les populations. À l'instar de cette municipalité des noms fictifs sont attribués à chacun des campements des propriétés dans lesquelles nous avons mené notre enquête. À Mexico, on appelle les populations ayant réalisé cette action de «paracaidistas» (parachutistes), et les propriétés elles-mêmes «predios» (propriétés) ou «campamentos» (campements). Dans tout le texte du rapport nous appelons chaque propriété occupée (campamentos).

Selon la Commission des ressources naturelles du département de la capitale fédérale, on dénombre dans la zone de la *Sierra Santa Catarina (Iztapalapa)* 14 établissements irréguliers de populations ou quartiers, c'est-à-dire des terrains qui sont envahis par des populations sur lesquels elles s'installent et commencent par la suite à entreprendre des démarches en vue de régulariser leur situation pour pouvoir bénéficier des services publics. Nous ne disposons pas de données statistiques quant au nombre de familles ou de personnes qui se sont installées dans cette zone. Cependant, le phénomène d'irrégularité de la tenure foncière affecte environ 22.2% des familles à Iztapalapa. Celles-ci se sont établies sur une superficie approximative de 2 187 hectares². La « *Sierra Santa Catarina* » constitue une partie de cette superficie.

Sur le plan des inégalités de revenu, 83% de la population de Iztapalapa gagne un revenu deux fois moins que le salaire minimum³, tandis que 1,62% de cette population perçoit des revenus dix fois supérieurs au salaire minimum. Par rapport à la population économiquement active, (estimée à environ 500.000 habitants) 15% sont au chômage ou sont sous-employés. En termes d'indice de marginalité⁴, on estime que 1 490 499 habitants d'Iztapalapa sont marginalisés. Au niveau de la capitale fédérale, Iztapalapa est classé cinquième parmi les arrondissements ayant l'indice de marginalité le plus élevé après respectivement Milpa Alta, Tlahuac, Cuajimalpa et Xochimilco.

Au plan du logement, on compte à Iztapalapa 295 760 logements dont 25% ont le toit en carton ou en métal, 3% ont le sol en terre battue, et 1% a le mur construit à partir des matériaux de récupération⁵. Un des problèmes majeurs par rapport à l'occupation du sol à Iztapalapa demeure les établissements irréguliers de la population dans des zones de réserve écologiques tels que la « *Sierra Santa Catarina* » et le « *Cerro de la Estrella* ». Certains établissements au niveau de la Sierra Santa Catarina sont en train d'être régularisés à partir des programmes dénommés « *Zones Spéciales de Développement Contrôlé* » (ZEDEC pour le sigle en Espagnol). Mais la population continuait, jusqu'en 1996, d'envahir d'autres terrains au niveau de ces deux zones pour s'y établir.

Des 16 arrondissements de la capitale fédérale du Mexique Mexico DF, Iztapalapa est le département le plus peuplé où vivent 20% de la population totale de cette entité fédérative. Cette municipalité se caractérise, entre autres, par des inégalités sociales et spatiales. Sur une population de 1 773 343 habitants (recensement 2000), 43% vivent dans des unités territoriales qui accusent un taux élevé de marginalisation tandis que 71 471 habitants soit 4% de la population vivent dans des territoires à faible taux de marginalisation (Bazua et Reina, 2004).

Iztapalapa est aussi le département qui attire une forte population d'origine rurale. Cela est dû à l'application des politiques économiques des derniers gouvernements lesquelles politiques ont poussé les paysans à abandonner la campagne étant donné qu'ils ne voyaient pas d'avenir dans l'agriculture. Ceux qui ont plus de ressources économiques sont partis vers les États-unis tandis que les plus pauvres débarquent en ville à la recherche d'emploi. Selon Bazua et Reina cette population d'origine rurale arrive en ville dans des conditions de pauvreté profitant des réseaux sociaux de famille, des compères et d'amis qui les orientent dans leur recherche d'un lendemain meilleur en leur hébergeant provisoirement, en attendant qu'ils s'intègrent à la vie urbaine (Bazua et Reina, 2004).

Comme toute zone de marginalité, Iztapalapa présente un pourcentage élevé de population jeune, soit 19,5 pour cent. Ce pourcentage est supérieur à celui de la capitale fédérale. Des 342 842 enfants de 5 à 14 ans de ce département, ceux qui sont nés de parents d'origine paysanne font face à

²Programme de développement urbain de l'arrondissement de Iztapalapa
<http://www.paot.org.mx/centro/programas/delegacion/iztapal.html>.

³ Le salaire minimum général en vigueur au Mexique depuis le 1^{er} janvier 2005 se situe entre 44 et 47 pesos soit plus de US \$ 4.50 par jour.

⁴ <http://www.paot.org.mx/centro/programas/delegacion/iztapal.html>.

⁵ Idem

plus de difficultés dans leur processus de développement. Ils se concentrent dans les parties méridionales et orientales du département, entre autres dans des zones qui ne sont pas propices à la construction de logements ou d'établissement humains. Ce sont des montagnes et des mines de sable situées en région montagneuse (La sierra Santa Catarina). Tout récemment, en référence aux populations des arrondissements d'Iztapalapa, d'Alvaro Obregon, et de Gustavo A. Amadero, Simon affirme que les groupes vulnérables étaient exclus de l'école. Ces groupes sont composés de, entre autres, mères adolescentes seules, d'indigènes, de handicapés et de populations marginalisée. Sur ces trois arrondissements Iztapalapa concentre plus du quart des populations pour chaque catégorie identifiée. Par exemple dans cet arrondissement, 29,3% des enfants âgés de 5 ans, 26,5% de ceux qui ne fréquentent pas l'école primaire et 27,8% de ceux qui n'ont pas fait d'études secondaires (Simon, 2007)⁶. Quelques années auparavant, Bazua et Reina affirmaient que des 64 522 enfants de 5 à 14 ans qui ne vont pas à l'école dans la capitale fédérale mexicaine, 30 pour cent vivent à Iztapalapa dans des zones à taux élevés et très élevés de marginalisation. Cette situation tend à régénérer la reproduction de groupes sociaux marginalisés du processus de développement de la société sans possibilité de s'y incorporer dans des conditions d'équité (Bazua et Reina 2004).

Au plan du revenu, des conditions de logement et de la sécurité, la situation est aussi difficile. Iztapalapa est le département où l'on enregistre les indices les plus élevés de délit. Dans sa chronique publiée le quotidien *el Universal*, Alcaraz, se référant Taraz, parle de cette commune comme étant une « école du crime » (*escuela del crimen*). Selon lui, c'est un territoire sans loi où une bande de jeunes s'adonnant au trafic de la drogue et au crime organisée est protégée par la police et tient ainsi la commune sous contrôle (Alcaraz, 2003)⁷. Dans des zones à fort taux de marginalisation, les revenus des gens sont précaires parce qu'ils ne disposent pas de documentation les habitants cherchent à s'incorporer à l'économie formelle. Dans ce sens, beaucoup d'enfants travaillent avec leurs parents. Leurs activités consistent, entre autres, à vendre dans la rue, laver les vitres des automobiles demander l'aumône. Généralement, ces enfants ne vont pas à l'école. Les logements sont construits sur des emplacements exigus dans des campements irréguliers avec des matériaux de récupération, entre autres, briques et blocs de béton, tôles usagées. Ainsi, les enfants manquent de conditions adéquates pour étudier et rédiger leur devoir, au-delà du fait qu'ils ne reçoivent pas les mêmes stimulations aux études que des enfants d'autres catégories sociales. Ils représentent 5,5 pour cent de la population d'Iztapalapa qui ne fréquente pas l'école (Bazua et Reina, 2004).

3.1 La municipalité de Taraz

Taraz est la municipalité aux environs de laquelle se trouvent les campements où nous avons réalisé nos entrevues. Elle présente des indices de marginalisation très élevés, selon l'Institut national de statistiques, de géographie et d'informatique du Mexique et contient 8 aires géostatistiques de base (*Area geoestadística de base AGEB*) pour un total de 37 688 habitants. Le pourcentage d'enfants de zéro à quatre ans est relativement élevé : 12,36 pour cent; de même que les enfants en âge scolaire soit 20,99 pour cent (Recensement 2000). Neuf pour cent des enfants âgés de 6 à 14 ans ne vont pas à l'école dans cette municipalité.

La situation est encore pire dans les campements. Par exemple dans Salcedo et dans Taskero respectivement 17,40% et 16,47% des enfants ne savent ni lire ni écrire. Les adultes aussi accusent un taux élevé d'analphabétisme. Selon Bazua et Reina, les taux d'analphabétisme chez les adultes vivant dans les campements sont supérieurs à 90%, tandis que dans d'autres campements, entre autres, Taskero, la Paloma et Salcedo, les pourcentages des personnes ayant une formation inférieure aux

⁶ http://www.eluniversal.com.mx/ciudad/vi_84250.html

⁷ http://www.eluniversal.com.mx/ciudad/vi_84250.html

études primaires complètes sont respectivement de 32,5%, de 30.71% et de 26 pour cent (Bazua et Reina, 2003)

La population économique active à Taraz est estimée à 13 711 habitants dont 32.52% travaillent dans le secteur secondaire et 64,20% dans le tertiaire. 49,88 % de cette population reçoit entre un et deux pour cent salaires minima comme revenu mensuel. 13,86 % reçoivent moins d'un salaire minimum comme paie mensuelle. On estime que 2,84 % de la population ne reçoit aucun salaire du tout (recensement général 2000). Par exemple et à la Paloma et à Taskero, respectivement, 73 % et 78% de la population économiquement active (PEA) reçoivent jusqu'à deux fois le salaire minimum comme revenu mensuel. Soit dans le secteur secondaire, soit dans le secteur tertiaire, les activités de la population pour avoir un salaire de subsistance quelconque relèvent du secteur informel. C'est ce qui explique, selon Bazua et Reina, les bas salaires perçus par les personnes âgées de 12 ans et plus (Bazua et Reina, 2003)

Au plan du logement, Taraz présente une situation particulièrement dramatique parce qu'il y a 8 campements où les logements précaires sont construits de manière provisoire avec des briques et des toitures en carton (Bazua et Reina, 2003). Les données du recensement de 2000 confirment cette situation : 42,78% des logements à Taraz sont construits à partir de toitures précaires, et 68,37% sont dotés seulement d'une chambre à coucher et d'une cuisine. On compte en moyenne cinq personnes par logement et un à trois par chambre (Recensement 2000). La situation est encore pire dans les campements. Par exemple à La Paloma et à Salcedo, ce sont respectivement 89,79% et 81,29 % des logements qui sont construits avec des toitures précaires (Bazua et Reina, 2003). Selon ces auteurs cette situation est due au fait d'une carence de terrain pour construire des logements à la capitale fédérale et au coût élevé pour louer un appartement. Les gens qui vivent dans cette région proviennent d'autres zones où elles ont été déguerpies ou bien s'y trouvent à cause d'une situation de chômage ou de désintégration familiale qui les ont poussés à s'agrouper en vue de trouver un endroit où habiter indépendamment des risques que cela comporte (Bazua et Reina, 2003).

Avant, Taraz était constitué uniquement de campements après l'invasion des terrains par des populations. Les constructions étaient provisoires et faites à partir des matériaux de récupération. Les services de base manquaient; mais aujourd'hui presque toutes les rues sont asphaltées, on y trouve des trottoirs destinés aux piétons. Les rues et les maisons sont drainées, et l'accès à l'eau potable et à l'électricité ne se fait presque plus de manière irrégulière. Mais dans les campements avoisinants, c'est tout à fait le contraire : les rues sont en terre battue, il n'y a pas drainage, les populations n'étant pas reconnues par les autorités étatiques, accèdent à l'eau et à l'électricité par des voies irrégulières. Les habitants ne disposent pas encore de titre de propriété de l'emplacement sur lequel elles construisent leur logement, elles continuent de lutter pour obtenir la reconnaissance légale de leur propriété et de l'espace qu'ils ont occupé

4. Résultats de recherche

4.1 Vivre en marge de la ville

Les campements s'assemblent mais ne se ressemblent pas. Salcedo et Las Palmas sont peuplés de petites maisons construites à partir des matériaux de récupération, entre autres, de tôles usagées appelées «laminas de carton» en espagnol. Les rues ne sont pas asphaltées, l'électricité et l'eau sont ramenées dans les foyers par des moyens irréguliers. Mais à Panama et à Tlalco le panorama est différent, même s'il y a des différences entre ces deux dernières. Par exemple, ces campements là sont asphaltés, on ne trouve pas beaucoup de petites maisons faites à partir des matériaux de récupération tels que les taudis. Mais entre les deux, il y a des différences. Taskero n'a pas été envahi par des habitants à la recherche d'endroit pour s'établir. Les premiers habitants de ce quartier ont plutôt acheté

du propriétaire leur petit emplacement pour construire leur logement. Outre l'asphaltage des rues, il y a des trottoirs pour les piétons. Mais les rues sont étroites quand même. Elles ne sont pas pareilles à celles de certains autres quartiers d'Iztapalapa. Cependant au cas où il y aurait un incendie ou un autre événement quelconque qui nécessite l'intervention des pompiers ou des ambulanciers, il ne leur sera pas difficile de pénétrer ces deux campements, alors que c'est le contraire pour les autres campements. Les maisons sont aussi alimentées par des compteurs dans ces deux derniers campements. L'eau arrive aussi de manière régulière. En dépit de ce constat pour Salcedo, une répondante affirme qu'au commencement, la situation était pire. Elle vit dans le campement depuis 12 ans.

«Quand nous sommes arrivés ici, il n'y avait pas de maison, il y avait seulement de petits arbres. Ici on semait des courges, des échalotes. Nous sommes arrivés, on a fait le nettoyage du terrain. On était en train de lutter et on nous a donné ce petit emplacement. Avant c'était un petit emplacement de quatre par cinq, c'était une cuisine et une chambre. Ici, dans ce campement j'ai 12 ans. Nous avons lutté pour le terrain et grâce à Dieu j'ai cinquante mètres de terrain. La maison était en carton, pas en briques, et ainsi nous sommes en train de lutter encore pour garder ce terrain. Ici, on fait des veillées, on fait du remplacement, nous le faisons, nous⁸ »

Les populations des campements où nous avons mené cette enquête se caractérisent, entre autres, par la précarité des conditions de vie et le manque de ressources pour subvenir à leurs besoins. Ce sont des populations majoritairement indigènes originaires de Michoacán et d'autres États du Mexique. Selon Rosa

«Dans les campements irréguliers, les gens qui arrivent là sont des gens qui n'ont pas de possibilités d'avoir un logement dans un autre lieu. Beaucoup d'entre eux viennent d'autres délégations. Nous avons eu des cas de personnes qui au moment de les interviewer dans leur changement de domicile, nous avons constaté qu'ils ne pouvaient déjà pas payer le logement où ils étaient, ils avaient un lien avec quelqu'un qui connaissait les dirigeants et ils ont pu arriver à vivre là. Il y a des gens qui dans la mesure où la zone qui a été régularisée, ont dû fuir pour aller dans d'autres lieux. Cela impliquait qu'ils devaient payer un certain montant, une quantité d'argent. Les gens ont dû se déplacer vers d'autres lieux et beaucoup d'entre eux sont allés dans les campements⁹»

Mais entre les pauvres il y a les plus pauvres, ceux qui ne peuvent pas même payer les frais d'acquisition d'un emplacement après l'occupation des lieux. Certaines personnes ont été obligées de renoncer à leur rêve d'obtenir un emplacement pour construire leur logement en milieu périurbain, parce qu'après l'invasion, le leader a exigé de chacun qu'il paye des frais pour bénéficier d'un emplacement. La plupart des personnes ayant participé à ces actions sont des «Mazahuas» et des «otomies» originaires de Michoacán qui ne disposent pas vraiment de revenus suffisants pour cela. Au Moment où le campement Salcedo est en voie de régularisation aujourd'hui, beaucoup de familles, dit cette répondante, ont du vider les lieux.

À Salcedo il y a aussi processus de régularisation de la terre et dans ce processus il résulte que les familles qui n'ont pas eu de l'argent pour payer, je ne sais pas à qui ils ont dû payer, nous n'avons pas pu mener une enquête pour savoir comment était l'affaire, mais les gens qui n'ont

pas eu de l'argent pour payer, ces gens sont sortis du campement. Certaines personnes qui arrivent au registre civil qui sont des Mazahuas, - des mazahuas de Michoacán - elles vivent hors du campement parce qu'elles n'ont pas payé l'argent. Il y a eu un dirigeant indigène qui n'a pas été d'accord et il y a eu un mouvement, il paraît, qui était dirigé par un enseignant de l'INEA, Institut National Éducation pour les Adultes¹⁰.

Et pour ceux qui ont pu payer leur emplacement, il leur est difficile, ajoute une autre répondante de construire un logement décent. Ceux qui ont réussi à le faire, notamment des campements tels que Salcedo, Utlá et Caranzas, n'envoient pas leurs enfants à l'école. Ils mendient avec eux, vendent des chewing-gums au coin des rues ou lavent les pare-brises des voitures.

«Ce qui se passe ici dans le campement, c'est la majeure partie, je ne vais pas le dire pour tout le monde, mais la majeure partie, si nous parlons de personnes qui viennent de Michoacán, ce sont des personnes qui envoient leurs enfants dans la rue à travailler. Elles les envoient vendre des chewing-gum, laver les pare-brise des voitures, demander l'aumône dans la rue. Ce sont ces personnes qui ont en général une maison décente. Mais sur la base de quoi? Sur la base du fait que leurs enfants vont dans la rue demander l'aumône¹¹ »

Les gens qui disposent de ressources économiques, ajoute cette répondante, ne vont pas rester, car ils ne voudront pas éduquer leurs enfants dans un milieu où il y a de la délinquance et de la vente de drogue. Ce sont des lieux habités par des gens à faibles moyens. Les inégalités sociales constitueraient, donc, un facteur majeur dans l'explication du peuplement de ces espaces.

« Ici la majeure partie des gens, nous sommes venus habiter à cause de cette situation: malheureusement, nous sommes dans une zone très marginalisée et une zone remplie de délinquance, de vente de drogue. Heureusement, il y a des gens qui ne sont pas des délinquants et qui se disent: moi ma famille m'intéresse, je reste ici. Il y a des personnes, si elles ont des enfants, ils disent à cause de mes enfants, je vais à un endroit où mon enfant recevra une meilleure éducation, parce que je ne veux pas que mon enfant reste ici avec cette idée de vivre toujours dans ce lieu. Ceux qui ont la possibilité, il peut même vendre son terrain, mais le mien n'est pas même cimenté, il est en carton, je n'ai pas pu construire encore. Ils m'ont offert 20 000 pesos, je dois rembourser 15 000 au dirigeant, sinon il ne va pas me signer le contrat de vente¹²»

Les lieux sont en ce sens des lieux «d'attraction-répulsion », c'est-à-dire, ils attirent des gens qui ne disposent pas de revenus mais qui souhaiteraient, en participant à leur invasion collective, obtenir un petit espace pour construire leur logement, mais ils ont été repoussés par la force des choses, ne disposant pas d'argent pour payer cet emplacement. D'autre part, certaines personnes qui ont pu acheter des emplacements, après avoir acquis une certaine situation économique, ont jugé bon de vendre leur propriété pour aller vivre ailleurs afin de mieux éduquer leurs enfants.

4.4.2 Vivre de l'informalité

¹¹ Lo que pasa es aquí en el predio la mayor parte, no le voy a decir que todos, la gran parte, si hablamos de personas que vienen de Michoacán, son personas que tienen muchos niños y esas personas mandan a sus hijos a trabajar a la calle, los mandan a vender chicles, a limpiar parabrisas, a pedir en la calle, esas son las personas que por lo regular tienen sus casas buenas, pero a base de qué, de que sus hijos se vayan a la calle a pedir dinero.

Les principales activités de subsistance de la population des campements relèvent du secteur informel. D'après les témoignages des personnes interviewées dans et sur les campements à la Sierra Santa Catarina, beaucoup de travailleurs et travailleuses de ces campements travaillent dans ce site pour subsister. Ainsi, il nous a été conseillé de faire une visite là-bas afin de constater les lieux et les activités qui s'y déroulent. La centrale d'approvisionnement s'étend sur un immense territoire dans la délégation d'Iztapalapa. Elle se divise en deux parties : l'une est consacrée à la vente de produits marins, l'autre à celle des fruits et légumes. On y trouve aussi un ensemble de petits restaurants notamment à la partie où l'on vend des fruits de mer. Des hommes et des femmes se placent à l'entrée pour inviter les visiteurs à venir manger, des troubadours interprètent des chansons autour des tables des gens qui mangent pour recevoir quelques pesos en retour.

Dans la partie où l'on vend les fruits de mer, nous avons observé des hommes et des femmes en train de nettoyer des poissons et de ramasser des résidus pour les déposer dans des contenants en plastique ou en métal destinés à cette fin. Certaines femmes traînaient sur des roulettes ces objets remplis de résidus. Les hommes, eux, chargeaient à deux, parfois à trois des contenants remplis des restes de poissons pourris destinés à être transformés en aliments pour animaux, entre autres, des chiens et des chats. Hommes et femmes nettoyaient également des poissons. Un d'entre eux affirme que ce travail est rentable, puisqu'il peut gagner jusqu'à trois cent pesos par jour. Parfois, dit-il, on peut gagner entre cent à cent cinquante pesos quand les affaires ne sont pas bonnes.

Tous les jours, dit un portefaix, des milliers de travailleurs viennent travailler à la Centrale. A partir de six heures, poursuit-il, personne ne peut entrer ici, puisque la Centrale est fermée. Mais à dix heures du soir, c'est la réouverture. Entre travailler dans une entreprise de sous-traitance comme ouvrier payé au salaire minimum et travailler à la Centrale, le travailleur s'est contenté de dire qu'il préfère travailler à la centrale puisque le salaire payé est meilleur que dans les usines. Il y a deux types de travailleurs à la centrale. Premièrement des milliers de manutentionnaires qui chargent et déchargent les camions. Ces travailleurs ne sont affiliés à aucun magasin. Ils arrivent uniquement avec leur force de travail, louent une brouette appelée el Diablo (le diable) et se mettent à travailler. C'est un boulot épuisant, commente un d'entre eux, mais le travailleur serait libre de travailler ou de ne pas travailler. Tous les manutentionnaires et même des gens qui travaillent dans de petits restaurants sont des travailleurs informels dont la plupart ne disposent pas de papier leur permettant de travailler sur le marché du travail régulier ou formel. Selon le leader du campement Salcedo, le campement est une zone de marginalité très critique où les gens ne travaillent que pour un maigre salaire à la Centrale.

«Salcedo est comme une zone de marginalisation très critique parce que beaucoup des membres de ce quartier qu'il appelle « mis campeones » (mes champions) de lutte sont des gens qui travaillent à la Centrale d'approvisionnement. Ce sont eux qui doivent charger et décharger les camions de verdure, quel que soit le type de verdure: tomate ou melon. On leur paie un salaire de misère. Mais la vie doit suivre son cours on doit continuer à vivre. Mon combat a été toujours ainsi, j'ai toujours aimé lutter pour ceux qui n'en ont pas pour ceux qui en ont peu¹³.»

Rosa explique pourquoi, selon elle, les habitants des campements, les pauvres ne peuvent subsister qu'à partir des activités informelles. Selon elle, cela est dû au fait que les gens issus de ces populations là sont des sans-papiers. Quelqu'un qui n'a pas terminé au moins ses études primaires et qui n'a pas non plus fait son service militaire ne peut pas travailler dans le secteur formel de l'économie.

«Les caractéristiques de cette population est qu'elle manque de documents. Pour s'insérer dans la vie urbaine on a besoin des papiers ; et si tu n'as pas tous les papiers tu ne peux pas t'insérer. Pour travailler comme employé dans une usine, si tu n'as pas maintenant le

minimum primaire ou secondaire tu ne peux pas travailler comme travailleur. Si tu as une scolarité plus petite que le sixième degré de primaire, tu n'as pas ton certificat de service militaire, tu peux travailler, comme collaborateur de maçon, tu peux travailler par ton compte, tu peux travailler comme manutentionnaire à la centrale d'approvisionnements, tu peux travailler comme manœuvre dans ce qui est les champs de Nopal, mais tu ne peux pas entrer travailler dans une entreprise de propreté par exemple. Il faut avoir les papiers en règle, tu as besoin d'acte de naissance, du certificat de service militaire¹⁴ ».

4.4.3 Condition de vie des femmes dans les campements

Dans un contexte de marginalité affirme Jonathan, les femmes sont davantage victimes que les hommes, parce que en plus de souffrir les mêmes conséquences de la marginalité avec un homme qui est son conjoint, la femme est aussi victime de violence de la part de celui-ci soutient le répondant.

«Conformément aux valeurs en vigueur, la femme doit rester à la maison prendre soin de son mari, des enfants, faire la vaisselle, repasser les vêtements, préparer les repas, et si les enfants vont à l'école, c'est elle qui doit les emmener et veiller à ce qu'ils fassent leurs devoirs; ceci en termes généraux mais, en outre, elles sont battues. Mais cela se cache de la part de la même famille, et de la femme elle-même, par exemple, mais quand on commence à gagner la confiance, quand on commence à aller plus loin, il s'ensuit que oui, la femme est battue¹⁵ »

Les femmes des campements travaillent soit comme bonnes, soit comme marchandes de rue ou bien elles s'occupent de leurs enfants. Beaucoup de femmes sont seules. Celles qui vivent avec un conjoint sont victimes de violence conjugale. Selon Renata, les conditions de vie sont particulièrement difficiles pour les femmes seules. Elles sont obligées, selon la répondante de se faire amante ou concubine d'un homme pour survivre. Les enfants de cette femme ne sont pas ceux de son amant actuel. Pourtant celui qui vient laissera lui-même probablement d'autres enfants. Diana, de son côté, affirme que « la misère, enchaîne certaines femmes et les porte à se joindre à des partenaires en série pour subsister ». Selon une autre répondante, à la Centrale, la majorité des femmes se consacrent à sélectionner des fruits, des légumes, à mesurer, peser des produits, à diriger des travailleurs à leur poste. Elles s'adonnent aussi à des activités domestiques.

« Le travail domestique; donc c'est un travail qui te procure plus ou moins pour survivre durant une journée. On te paie entre 80 à 90 pesos pour le nettoyage de la maison d'une femme licenciée ou d'un médecin, i.e des gens qui ont une profession. Parfois les dames doivent y aller faire la lessive, repasser, préparer la nourriture, le nettoyage et on leur donne de la nourriture pour les petits, c'est une autre activité habituelle des femmes¹⁶ ».

Au plan de la migration vers la ville, les femmes n'ont pas la même histoire que les hommes. En d'autres termes, elles émigrent pour des causes différentes.

« Maintenant, un des thèmes est celui des femmes qui arrivent ici: des femmes seules qui arrivent ici. C'est parce qu'il y a toujours à la campagne au Mexique une situation sexiste d'une répression très forte contre la femme. Qu'est-ce qui se passe avec une jeune femme qui n'est pas mariée dans sa communauté et qui tombe enceinte, et qui ne prend pas la fuite avec son

mari. Cette jeune femme doit possiblement fuir, et beaucoup de femmes qui se trouvent dans les campements, le sont à cause de cette situation. Ils ont fui une certaine situation de violence dans leur famille d'origine et elles constituent la catégorie la plus vulnérable parce qu'elles arrivent ici sans un réseau de travail et sans un environnement qui puisse les protéger d'une certaine manière. Cela se passe ainsi.¹⁷ »

Ces femmes ne sont pas éduquées pour la majorité. Sans profession, ne sachant ni lire ni écrire, leurs principales tâches consistent à emmener leurs enfants à l'école, à prendre soin d'eux, laver, repasser, faire le ménage et préparer à manger, pour celles qui restent dans les campements, c'est-à-dire qui ne vont pas travailler ailleurs. D'autres par contre vont vendre leur savoir-faire domestique hors des campements travaillant comme servantes dans les familles des gens de classe moyenne. Pour ce répondant, le manque ou l'absence totale de formation est l'une des principales causes de la situation des femmes dans ces milieux.

« Presque toutes les femmes d'ici ne sont pas éduquées. Elles n'ont pas d'éducation pour travailler, il y en a qui sont formées, oui. Il y a peut-être un pourcentage de dix pour cent de femmes qui vont se travailler comme servantes, ramassant les ordures, exécutant différents travaux. Pour être sincère, des femmes professionnelles il n'y en a pas ici, sauf la nouvelle génération de filles qui étudient et qui sont les enfants de gens qui ont fait de l'éducation de leur fille un objectif. Ce sont des gens qui envoient leurs enfants à l'école. Ces enfants vont avoir un niveau économique différent du nôtre. Mais en général les femmes d'ici, sont du type de femmes qui n'ont pas de revenu; ce ne sont pas toutes les femmes. Elles s'adonnent aux travaux domestiques comme maîtresses de maison, emmènent leurs enfants à l'école. Mais il manque ici de création de structure de création d'emploi, un incitatif qui pourrait stimuler les femmes pour que chacune puisse améliorer leur conditions de vie¹⁸ »

Cependant, ce sont des femmes qui luttent, qui travaillent, agissent collectivement soit pour défendre les campements, soit pour exiger que leurs enfants soient admis à une école. Elles sont les principales protagonistes des actions collectives et particulièrement des Corvées et des Veillées. Au cours de nos travaux de terrain, nous avons observé un groupe de femmes à l'oeuvre à la petite école de Salcedo. Elles furent Convoquées par le professeur de l'école pour organiser une organisation dont le but a été de réparer un muret. Elles ont répondu à l'appel pour écraser le muret de briques. Tandis que d'autres s'occupaient de la déconstruction à coups de marteau, d'autres empilaient des briques. Une fois le mur écrasé, elles ont composé du mortier et choisi quelques briques pour élever une partie d'un autre mur clôturant la toilette de l'école.

« Parce que probablement la plus grande préoccupation de la femme est l'éducation de ses enfants, C'est peut-être ça. Nous avons fait des tables de travail autour de cette question, le jour international de la femme. Nous avons organisé différentes tables de travail avec des propositions thématiques faites par les femmes elles-mêmes et au moment même qu'elles s'inscrivaient aux tables de travail toutes les dames se déclaraient en faveur de l'éducation de leurs enfants. Cela signifie que la plus grande préoccupation de la femme est l'éducation de ses enfants. La femme ne travaille pas, n'a pas une activité dehors, son activité est la maison, les soins des enfants et elles veulent que leurs enfants dépassent les conditions pauvreté et de

marginalisation qu'elles ont connues, et elles trouvent une stratégie pour obtenir cela et elles la voient dans la question éducative¹⁹»

Pour Renata, ce qui manque aux femmes des campements c'est une organisation qui puisse les aider à défendre leurs droit. Mais comme elles ne savent ni lire ni écrire, comme elles sont dominées et manipulées par la plupart des leaders des campements, il est donc difficile que ces femmes parviennent à mettre sur pied une organisation de femmes dans ces milieux de vie.

« Je pense qu'il leur manque une organisation comme car, premièrement ces femmes sont utilisées et deuxièmement le peu de temps qu'il leur reste, elles doivent l'utiliser pour chercher de la nourriture pour leur bébés. Alors comme il n'y a pas eu ce travail avant, je crois que cela requiert beaucoup de travaux, et si on travaille avec elles, elles courent le risque de faire face à leur leader, c'est très difficile. Je l'ai demandé aux dames, comme il y en a beaucoup qui ne savent ni lire ni écrire ; je leur ai dit, pourquoi vous n'allez pas à l'école avec vos enfants, vous pourriez apprendre au moins²⁰.

Très tôt, les jeunes filles dans ces milieux sont déjà mamans. Elles ont généralement plus que trois enfants avant même d'atteindre l'âge adulte. Ce n'est pas une situation sans conséquence tant pour la santé physique de la maman et de son enfant que pour son éducation. Comment une adolescente peut-elle éduquer un enfant? Renata déplore cette situation.

«La majorité a entre 4 à 5 enfants. Elles viennent s'établir dans les campements parce que là elles ne paient pas le loyer. Alors, les mères savent que dans la Centrale d'approvisionnement, ils ne vont pas mourir de faim, puisqu'elles vont trouver du boulot, leur tâche consiste à sélectionner des fruits²¹. La majorité des adolescentes que je connais sont mamans dès l'âge de 13, 14 à 15 ans. Je dis donc que ce sont des petites jeunes filles qui sont mamans déjà à 16 et à 17 ans²² »

Selon cette répondante, beaucoup de femmes dans les campements sont la proie des hommes parce qu'elles se trouvent dans une situation vulnérable: pas d'argent pour satisfaire les besoins personnels, manque ou absence de formation. Certaines fois, elles ne peuvent pas participer à des actions collectives, or elles doivent payer pour. D'où vont-elles tirer cet argent pour payer les cautions. Martina considère cela comme une première condition de vulnérabilité. Deuxièmement, certaines d'entre elles sont des femmes seules qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour prendre soin de leur progéniture. Dans ce cas, elles sont obligées de se joindre à un homme pour les aider. Mais il arrive que celui-ci est un ivrogne ou quelqu'un d'irresponsable qui ne soucie du bien-être de cette femme. Au lieu de l'aider, il ajoute à la peine de cette femme, poursuit la répondante

« J'arrive ici, je viens de la province, parce que – et c'est presque toujours - ces femmes arrivent de la province, j'arrive pour vivre ici avec mes besoins personnels: manque d'un logement, manque de travail, manque d'un homme avec moi, alors, je commence à sortir, j'ai un dirigeant, j'arrive dans ce lieu, et le dirigeant ne sait rien au sujet de ma vie commune. Mais les femmes comme peu d'hommes qu'on trouve ici, je le repète, il y a plus de femmes ici que d'hommes. Les femmes restent et on en trouve qui ne paient pas les corvées qu'on organise. Alors, comme

elles ne paient pas, il leur revient d'aider, de faire des travaux les plus difficiles. Pourquoi? Parce que elles n'ont pas d'argent pour payer.²³

Autre chose: j'ai des enfants, j'ai un foyer, même si toutes les femmes dans Salcedo, comme vous venez de le dire, sont seules. Ce sont des femmes seules. Il ya aura un homme, excuse-moi l'expression, mais seulement un homme qui veut jouir, aujourd'hui, demain, qui sait. Profitez-en, demain qui sait? Nous qui sommes dans le campement nous le constatons. Parfois le monsieur de cette maison est père des enfants de cette maison et aussi de cette autre maison. Ces trois femmes, nous sommes des biens communautaires, au lieu de quitter ce monsieur et de rester avec les enfants que j'ai déjà eus, puis qu'en somme j'ai déjà perdu, je devrais rester avec ce que j'ai. Non je continue de chercher. Le monsieur peut venir ici, il ne fait que boire et ne travaille pas²⁴.

Selon ce répondant, les leaders ont la responsabilité de la situation dans laquelle se trouvent les femmes dans les campements, parce que ceux-ci non seulement leur refusent les droits de s'organiser indépendamment de l'organisation du campement mais les contraignent à participer à des actions collectives et à payer des cautions si elles ne le font pas.

«Le dirigeant a une grande responsabilité dans la misère des gens, parce qu'il exige de l'argent pour décerner une preuve de résidence qui permette d'avoir un acte de naissance. Il est essentiel de posséder une preuve de résidence pour pouvoir demander à enregistrer son enfant ou pour demander son acte de naissance personnel. Pour les enfants, les actes de naissance coûtent 20 pesos. Ce n'est pas cher, dit la répondante, mais le dirigeant exige de l'argent plus élevé pour la preuve de résidence. Si le parent n'avait pas de certificat de naissance, il lui en faut un pour demander l'enregistrement de son enfant. Il lui faut là aussi une preuve de résidence qui est délivrée par le même leader²⁵.

4.5 Agir ensemble

Les populations organisent des actions à l'intérieur des campements pour assurer la sécurité des lieux. Elle le font par relève, le soir. De même elles font aussi des corvées communautaires pour réaliser des travaux d'infrastructure comme le curage des canaux ou bien la gestions des matériels destinés à des travaux communautaires ou encore la construction de petites écoles informelles pour placer leurs enfants à l'école parce que ceux-ci, du fait de ne pas disposer de certificat de naissance, ne peuvent pas se rendre aux écoles régulières. Dans la réalisation de ces actions, on trouve surtout des femmes, les hommes étant partis travailler ou en train de se saouler de bière. D'autres actions collectives sont réalisées hors des campements: ce sont des meetings, des sit-in, et des marches. Chacune à sa fonction. Mais toutes visent la régularisation des campements à travers l'octroi du titre de propriété et l'installation officielle des services urbains tels l'eau, l'électricité la topographie et l'asphaltage des rues, l'élaboration de la carte du quartier et son intégration à la cartographie urbaine. C'est pour cela que meetings, marches et sit-in sont organisés.

Selon un répondant, les meetings sont organisés pour faire pression sur les autorités gouvernementales afin qu'elles répondent aux demandes de la population. Ces rencontres ont pour finalité d'informer les dirigeants de la situation de la population. Les meetings concernent

particulièrement l'eau, l'électricité, le drainage, entre autres services urbains qui doivent être accordés officiellement à la population.

«Très souvent on a nos besoins et les autorités font peu de cas de cela, par exemple la régularisation, il y a des endroits où nous manquons d'eau, si les autorités ne font pas cas de nous pour trouver une solution à cela. Pour faire pression sur elles, nous devons organiser des meetings pour informer les autorités que nous avons besoin. Si au contraire, nous restons en silence, personne ne va nous écouter. Comme on dit, celui qui ne parle pas Dieu ne l'écoute pas, Nous optons pour cette manière de faire savoir aux autorités de ne pas oublier nos besoins²⁶ ».

En ce qui concerne les marches, elles sont organisées pour diverses raisons : manifester de la solidarité avec des groupes d'un autre campement ou bien d'autres organisations militant pour une cause donnée. Elles se réalisent surtout au centre historique de la capitale fédérale (Zocalo). Parfois, les populations commencent à marcher à partir de la station de métro appelée *Constitution 1917* située à plusieurs kilomètres de marche du centre historique. Selon cette répondante :

Oui, on commence à marcher depuis «Constitution de 1917» jusqu'au centre historique (le Zocalo), jusqu'à l'Ange de l'indépendance, dépendamment de l'endroit où l'on nous envoie²⁷

4.5.1 Critique des marches telles que organisées par les leaders

Les marches font l'objet de diverses critiques de la part des personnes interviewées. Ces critiques sont particulièrement liées à la façon dont certains leaders planifient et organisent ces marches. Pour certains, bien souvent, les marches sont organisées sans que les participants sachent pourquoi elles sont dans la rue. Elles sont donc imposées. Quand cela se fait, il n'y a pas eu de rencontres préalables ou d'assemblée publique. Le leader décide de convoquer les gens à travers ses intermédiaires. Ceux-ci ne peuvent qu'obéir, car s'ils ne se présentent pas ils vont être pénalisés. Au cours de ces marches si un journaliste demande à un manifestant quelque information au sujet de la marche, il doit s'abstenir de répondre, sinon, il sera réprimandé par le leader. Que les manifestants soient informés ou non des motifs d'une marche, ils ne doivent pas parler à la presse. Seul le leader est autorisé à donner des informations aux journalistes. Cette répondante parle de sa mésaventure à l'occasion d'une marche organisée au Zocalo.

«Cela s'est passé, il n'y a pas longtemps, nous avons participé à une manifestation. Le 15 septembre, il nous est arrivé de participer à un sit-in, mais quand les policiers anti-émeutes sont arrivés, ils ont commencé à prendre position, nous étions là. La presse arrive et m'a demandé à moi pourquoi nous étions là. J'ai répondu que nous y étions parce que nous attendions Andres Manuel Lopez Obrador qui devait prononcer le cri de Viva Mexico. Le dirigeant de mon campement s'est emporté contre moi pour me dire que je n'avais pas le droit d'ouvrir la bouche. Il m'envoya sa femme pour me dire la même chose. Je leur ai dit alors, la prochaine fois, dites-moi plutôt de ne pas ouvrir la bouche²⁸»

Selon cette répondante donc, la marche serait plus intéressante, si les gens étaient libres de leur volonté de participer ou non. Ce n'est pas qu'elle soit opposée à ce que les gens réalisent des actions ou bien qu'elles manifestent leur solidarité avec d'autres groupes. L'important, c'est de ne pas être forcé

de prendre part à une action collective. Les marches sont organisées aussi parfois pour venir en aide à des politiciens comme c'a été le cas pour le candidat à la présidence du PRD, Andres Manuel Lopez Obrador. De même il arrive, selon une autre répondante, qu'un député ou un autre politicien demande aux leaders d'emmener les gens des campements manifester en leur faveur. Pour elle, les marches sont un commerce pour les leaders.

«Les marches constituent un commerce, pour les dirigeants, parce que lorsqu'on organise une marche ou un meeting, c'est parce que je vais tirer des bénéfices directs de cela, je lutte pour quelque chose. Pour moi, ce n'est pas le cas, quand on organise des meetings, parce que la population est utilisée par exemple tel député va présenter son rapport, alors on emmène les gens vivant dans les campements à ces meetings pour crier et applaudir. Ils ne le font pas de plein gré mais sont seulement obligés d'appuyer ce député. Alors ces gens sont utilisés²⁹»

Un sit-in est organisé si l'autorité ne répond pas ou ne satisfait pas la revendication pour laquelle des démarches ont été faites. Il diffère des marches en terme de temps car il peut durer des jours et même des mois. Dans ce sens, le Sit-in ne se fait pas sans une forme d'action collective appelée «resguardo», c'est-à-dire « la relève». Dans le cadre d'un Sit-in, donc, ce ne sont pas les mêmes personnes qui restent sur la place toute la durée de l'action. Certaines s'en vont pour revenir ensuite, d'autres viennent remplacer ceux qui s'en vont. Les manifestants restent jour et nuit sur place en face d'un édifice public (le palais national) ou autour de la statue de «l'Ange de l'Indépendance» (el Angel). Pour ce répondant, c'est suite à des demandes restées sans réponse qu'ils décident d'organiser un sit-in.

« Si c'est nécessaire, si on ne donne pas de réponse à ce que nous exigeons du gouvernement, alors nous organisons un sit-in (planton). Ce Sit-in demeure jusqu'à ce que nous obtenions une réponse. Nous organisons le piquet pour un temps indéfini c'est-à-dire jusqu'à ce qu'on fasse cas de nous³⁰ »

4.5.2 Entre actions collectives dans campements et ailleurs: des démarches pour construire une petite école dans un campement

Les populations ne réalisent pas seulement des corvées, des veillées, des marches ou des sit-in. Outre ces actions collectives, elles mettent sur pied des commissions qui ont pour mission travailler sur des thèmes tels que l'éducation, les finances etc. Cela se fait conjointement avec les militants du Front. C'est ainsi que dans le campement Salcedo deux commissions ont été formées dont l'une sur l'éducation et l'autre sur les finances, affirme Angélica, une résidente du campement. Chaque commission était composée d'environ 20 personnes.

« Moi, j'étais membre d'une de ces commissions. Je faisais partie de la commission d'éducation. C'est ainsi qu'on a eu la petite école. Je faisais les démarches avec une autre personne. On est allé à Chapultepec auprès du conseil national d'assistance à l'éducation (Consejo nacional de fomento educativo - CONAFE) en vue d'obtenir cette école³¹. Il y a dans cette commission, par exemple des gens, j'ai des enfants et je n'ai où les envoyer. Alors, je dois bouger avec les personnes pour qu'elles m'accompagnent, pour aller prendre la parole on doit

envoyer ses enfants à cette école : ce sont des représentants de chaque campement qui forment la commission d'éducation³² ».

La petite école se trouve à Salcedo, mais beaucoup d'enfants d'autres campements la fréquentent. Elle est surtout l'oeuvre des femmes qui ont organisé bien des corvées pour construire le local, situé dans un cadre exigü au pied d'un poteau électrique. Elle est constituée de deux salles de classe et fonctionne deux fois par jour pour recevoir deux groupes d'enfants. La motivation pour mettre en place cette petite école est due au fait que la majorité des enfants ne disposent pas d'acte de naissance. En tant que tel, on leur refuse l'accès aux écoles normales, régulières reconnues par l'État. C'est ainsi que les gens ont décidé de se mobiliser pour avoir une institution qui accueille les petits. Une des stratégies qui a été mise sur pied, outre la mobilisation à travers des marches et des meetings a été le recours à des réseaux au sein de l'administration publique. Dans le cadre de cette stratégie, c'est une personne qui utilise ses contacts dans une institution donnée pour faire aboutir des démarches. Rose explique comment cela s'est passé

«En février, il y a eu un programme de pré-inscription, cela permet au gouvernement de savoir combien d'enseignants vont être affectés à chaque école et planifier le cycle scolaire suivant. Nous avons obtenu qu'ils nous donnent la pré-inscription des enfants sans acte de naissance. Ceci, nous le gérons au niveau de la Direction Générale de Services Éducatifs (DGSIE pour son sigle en espagnol) à Iztapalapa. Ainsi, nous avons pu obtenir la pré-inscription tant au préscolaire qu'en primaire pour tous les enfants qui avaient l'âge d'être intégrés aux groupes réguliers. Nous parlons de tous les enfants qui auraient entre 4 et 5 ans à partir du premier septembre et qui sont susceptibles d'être inscrits au préscolaire dans ce centre éducatif. Les enfants qui avaient entre 6 à 8 ans accomplis à partir de septembre pourraient être intégrés aux groupes de primaire de régulier. Nous, parlons des écoles telles que « République d'Égypte » et « la Nouvelle semence », entre autres³³.

Des militants travaillant dans les campements se sont rendu compte que ce qui manque par rapport à l'éducation des enfants n'était pas seulement une place dans une école régulière mais plutôt une école car dans des salles de classe, il y avait plus de 50 élèves. Alors, il s'est formé des groupes appelés « comités d'unité de voisinage » dont la mission a été de faire les démarches nécessaires pour implanter une nouvelle école dans les campements. C'est ainsi que des démarches ont été entreprises auprès de la Secrétairerie d'État à l'Éducation publique (SEP pour son sigle en espagnol) afin d'avoir une nouvelle école dans les territoires occupés. Elle a été rejetée. Finalement, la commission est parvenue à un accord avec le Conseil national d'assistance éducative (CONAPO, pour son sigle en espagnol). Conformément à cet accord, les salles de classe seraient construites par la population elle-même et le CONAPO donnerait sa propre contribution conformément à sa charte. Rosa explique le processus en ces termes

«La salle de classe a été construite par la Communauté elle-même. Le CONAFE fonctionne ainsi: la Communauté s'engage à fournir les salles de classe et CONAFE fournit les services éducatifs aux enseignants. Il leur donne du matériel didactique, mais il doit y avoir un grand engagement de la Communauté pour que l'école fonctionne. Cela permet que les enfants aient une éducation et présente un avantage pour le CONAFE. CONAFE ne demande pas de quotes-

parts aux enfants, il ne leur exige pas l'uniforme et non plus il ne leur exige pas l'acte de naissance, les enfants peuvent être intégrés là sans acte de naissance³⁴»

La prise en charge par le CONAFE d'une école située en milieu urbain, dit Rosa, s'avère absurde parce que le CONAFE n'est pas fait pour s'occuper des écoles en milieu urbain. Ceci relève plutôt de la responsabilité de la SEP. Mais comme cette institution a rejeté la demande du comité d'unité de voisinage, le CONAFE a dû se mettre de la partie. Cette école a été construite par les femmes, car il manque d'hommes, dit Angélica. Selon une autre répondante, les femmes semblent accorder une grande importance à l'éducation de leurs enfants. Ce sont elles qui les emmènent à l'école et qui vont les ramener à la maison après les classes. Pour qu'il y ait cette petite école, ce sont encore elles qui ont été faire des démarches, organiser des manifestations afin de trouver des professeurs pour dispenser des cours à leurs petits. Rosa décrit cet intérêt en ces termes :

«Parce que probablement la plus grande préoccupation de la femme est l'éducation de ses enfants. C'est peut-être ça. Nous avons fait des tables de travail autour de cette question, le jour international de la femme. Nous avons organisé différentes tables de travail avec des propositions thématiques faites par les femmes elles-mêmes, et au moment même qu'elles s'inscrivaient aux tables de travail toutes les dames se déclaraient en faveur de l'éducation de leurs enfants. Cela signifie que la plus grande préoccupation de la femme est l'éducation de ses enfants. La femme ne travaille pas, n'a pas une activité dehors, son activité est la maison, les soins des enfants, et elles veulent que leurs enfants dépassent les conditions pauvreté et de marginalisation qu'elles ont connues, et elles trouvent une stratégie pour obtenir cela et elles la voient dans la question éducative³⁵»

4.6. Agir pour la reconnaissance

La reconnaissance pour les personnes interviewées dans les campements signifie «*regularizacion/escrituracion* ». D'une part, c'est la reconnaissance par l'État Mexicain des terrains irrégulièrement occupés par les populations comme faisant partie des entités territoriales de l'espace urbain de la Capitale fédérale. D'autre part, en lien avec la première forme de reconnaissance, il s'agit d'octroyer à chaque famille possédant un emplacement, un titre de propriété de son emplacement et de sa construction. Dans la section précédente, nous avons vu différentes formes d'action collective menées par les populations pour avoir accès à des services urbains, entre autres, l'électricité, le drainage, l'eau, les titres de propriétés de petits emplacements sur lesquels sont construites les maisonnettes. Cette reconnaissance a une portée collective c'est-à-dire les populations veulent des services collectifs publics ; ce qui signifie que cette reconnaissance ne se limite pas seulement à des individus mais concerne plutôt toute une communauté.

Au plan collectif, en effet, la reconnaissance signifie que chaque emplacement occupé par une famille dans un campement donné est légalement enregistré et reconnu propriété de la famille ou de celui qui l'occupe. Pour ce, chaque famille paie des frais y relatifs. Elle signifie aussi la mise à la disposition de la population de services tels que l'eau, l'électricité, l'asphaltage des rues et le drainage. Mais cela ne s'est pas encore réalisé, il est plutôt en cours. Au moment où nous réalisons cette enquête, les membres du campement de Salcedo³⁶ étaient appelés à se présenter aux bureaux de la

³⁶ Nom fictif

compagnie de distribution de l'électricité pour payer les frais d'installation des compteurs dans leur logement. Pour certaines personnes interviewées, la reconnaissance sera une occasion de retrouver la liberté : se libérer de l'obligation de participer à des marches, des meetings, d'organiser des veillées, se libérer du «joug des leaders» dit Yvonne³⁷, se libérer du paiement des cautions du fait de ne pas avoir participé à une action collective quelconque. Cette répondante est coordonnatrice d'un campement.

« On va être libres de tout, par exemple je me sens responsable vis-à-vis de toute la population et avec la régularisation je vais me libérer de cela, parce que je vais être libre. Les gens vont avoir ce dont ils avaient besoin, ce pour lequel nous avons lutté toutes ces années, et pour moi, cela va être aussi le moment de me reposer au plan personnel. Ca va être plus tranquille pour tout le monde, parce qu'ils vont être libres et comme on le veut c'est un groupe et ce qu'ils disent va se réaliser et si le groupe ne donne pas son opinion, cela revient au même, et si la majorité ne le veut pas, cela ne se fait pas³⁸ »

Les actions pour cette reconnaissance se mènent sur deux manières: d'une part des négociations avec les autorités gouvernementales, des rencontres, des réunions, la soumission de papiers par le leader en vue de faire avancer les démarches. D'autre part, les actions collectives telles que nous les avons présentées au chapitre précédent. Dans le cadre des démarches entreprises auprès des instances gouvernementales, c'est le leader qui est mandaté pour exécuter ce travail. Il rencontre des responsables et discute des dossiers de la régularización (la reconnaissance) des campements. Pour ce, il est payé par les membres de son campement. Chaque famille doit verser à une caisse par semaine 10 à 11 pesos, dépendamment du campement. Ceci sert pour les démarches qu'il aura à entreprendre auprès des institutions publiques. Mais quand les dossiers traînent, quand des promesses ne sont pas respectées, il recourt à ses populations pour organiser des marches, des meetings, des sit-in afin de faire pression sur les autorités.

Selon Rosa, les institutions mexicaines sont organisées et fonctionnent d'une manière telle que l'existence des leaders s'avère une nécessité. Sans un intermédiaire, qui est le leader lui-même les revendications des populations n'auraient jamais de suite et leur situation ne changerait pas non plus. Quelqu'un qui ne sait ni lire, ni écrire, qui ne dispose d'aucun papier ne peut pas organiser une manifestation ou se présenter à des instances publiques pour se plaindre ou présenter ses revendications.

«Et c'est un grave problème qui encourage en outre l'existence des leaders, parce que le gouvernement ne réagit pas quand tu bouges. Si tu ne bouges pas de manière organisée, le gouvernement ne réagit pas et ne fait pas cas de toi. C'est le problème qui rend possible l'existence des leaders, parce qu'il n'y pas d'autres mécanismes pour les populations de se faire comprendre et accueillir par le gouvernement³⁹ »

En ce qui concerne les populations des campements, elles tardent, dit Rosa, à être reconnues, mais l'État finit quand même par les reconnaître, et ce serait un des facteurs qui légitiment la présence et le travail des leaders. Après l'invasion, les rapports avec les instances étatiques sont plutôt des rapports conflictuels et défensifs de la part des occupants qui s'organisent sous la houlette du leader pour ne pas être délogées. Mais au fur et à mesure, il s'établit des rapports entre les institutions et les

populations, des rapports de négociations ponctués de manifestations pacifiques visant à faire accélérer les dossiers. De là, le rôle crucial que joue le leader, reconnaît Rosa.

« L'État, dans un premier temps leur refuse la reconnaissance. De là découle le rôle de la lutte, le rôle de l'organisation et le rôle des dirigeants, que les dirigeants ne font pas un travail gratuit. Ils accomplissent une fonction et cette fonction est qu'ils ont généralement un plus grand degré de scolarité et savent mieux diriger les négociations avec le gouvernement pour que dans un premier temps ils ne délogent pas les occupants. Ils obtiennent ensuite de services et la régularisation des propriétés, mais tout ceci se fait à travers un processus de lutte. Ils n'arrivent pas tous à la régularisation, parce qu'il y a des endroits où le gouvernement dit : il ne peut pas y avoir un campement ici⁴⁰.

4.6.1 Perte de nom et d'identité : enlissement dans la marginalité

Les populations des (campamentos) ou des (predios) comme on le dit en espagnol au Mexique, en venant s'établir dans ces milieux perdent leur identité, car elles ont posé une action illégale, et en tant telle, elles sont rejetées par les institutions régionales et fédérales du Mexique, n'ont aucun droit. Selon Rosa, elles sont des sans-papiers, des étrangers dans leur propre pays car ils ne possèdent pas d'acte de naissance.

Bien qu'ils vivent au Mexique, ils sont des sans-papiers dans leur propre pays, ils présentent la même problématique. Ils sont comme des prisonniers, comme peuvent l'être les immigrants sans papiers des États-Unis, y compris ici, à un moment donné, avec plus de problèmes, parce qu'aux États-Unis il y a une politique duelle, parce qu'il y a un besoin des immigrants. Ici, ce n'est pas qu'on n'en ait pas besoin: on a besoin des maçons, mais il y a tellement de gens, la ville n'a pas la capacité de les absorber. À cause de cela, on les trouve dans les carrefours, les avenues en train de nettoyer les pare-brises des voitures. Beaucoup de ceux qui sont ici et qui s'emploient sont nettoyeurs de pare-brises de voiture⁴¹

Être des sans-papiers signifie bien qu'ils ne possèdent pas d'acte de naissance, qu'ils n'ont pas de certificat d'études et qu'ils n'ont pas, entre autres, leur service militaire. Ce sont pour la plupart des indigènes qui viennent de la campagne ou d'autres quartiers pauvres de la capitale fédérale Mexicaine. L'absence d'acte de naissance a des racines culturelles particulièrement pour les femmes qui constituent la majeure partie de la population vivant dans les campements. Selon Renata, traditionnellement les parents dans la paysannerie au Mexique, n'accordent pas d'importance au fait de déclarer la naissance de leur progéniture si celle-ci est particulièrement une fille.

« Regarde, avant dans les villages, pour les femmes, ce n'était pas important le certificat de naissance, parce qu'elles sont des femmes, parce qu'elles vont se marier et donner naissance à des enfants, parce que ce n'était pas important, parce simplement être femme ne voulait rien dire, alors elles n'étaient pas enregistrées. Les parents n'enregistraient pas particulièrement leurs enfants si c'étaient des filles. Si c'était un garçon, oui parce qu'il doit prendre soin de sa famille. Alors quand elles arrivent à la capitale, elles rencontrent le monstre. Voyons, tu veux du travail? J'ai besoin de ton acte de naissance et de tes relevés de notes. Tu n'en as pas? Alors il

n'y a pas de travail pour toi. Dans ce cas, il n'y a rien à faire, on va dans la rue à laver les pare-brises des voitures, à demander l'aumône, à vendre n'importe quoi⁴²»

La non disposition des papiers d'identité et de formation peut être donc, conformément à l'affirmation de Renata, un facteur d'exclusion et de marginalisation. En d'autres termes, la non reconnaissance constitue un handicap majeur susceptible d'empêcher l'intégration même des gens à la dynamique urbaine. Ceci a des conséquences aussi pour les enfants nés dans ces espaces et de ces catégories de personnes. Car la fille sans certificat de naissance quand elle devient adulte, si elle donne naissance à ses enfants, il lui sera difficile de les faire enregistrer, ne disposant pas d'acte de naissance, elle-même. Cette répondante venant de la paysannerie affirme ce qui suit :

«Comme dans mon cas je ne suis pas enregistrée, je n'ai pas d'acte de naissance. Mon papa ne voulait pas m'enregistrer parce que lui non plus, il n'avait pas de papier; ma mère était celle qui venait pour régler la question des papiers et maintenant elle est venue ici pour m'enregistrer, pour que je puisse enregistrer mes enfants⁴³ »

Parfois, les pères eux-mêmes ne possèdent pas cet acte, il devient encore plus difficile de faire enregistrer une naissance. Outre ces difficultés, il importe de signaler que généralement les enfants naissent à la maison et non à l'hôpital ; ainsi ils ne sont pas enregistrés à la naissance. Parfois même ceux qui possèdent un acte de naissance risquent de le perdre par le fait de vivre dans des bidonvilles où les risques d'incendie sont élevés. Dans ce sens, beaucoup de gens nés ou vivant dans les campements ne sont pas reconnus. Mais le leader, d'un campement peut aussi avoir une responsabilité du fait que des enfants nés dans le campement ne possèdent pas d'acte de naissance. Tout passe par lui, étant donné que les résidents ne possèdent pas de preuve de résidence ou d'autres pièces qui pourraient attester de leur identité. Selon cette répondante ;

4.6.2 Reconnaître politiquement sans valoriser

La reconnaissance politique est liée à l'action même des partis politiques dans le cadre de leurs relations avec les populations des campements. Elle signifie que les individus disposent de leur carte d'électeur délivrée par l'institut fédéral électoral (IFE) et qu'ils peuvent exercer surtout leurs droits de vote. Selon Renata, beaucoup de gens vivant dans les campements, possèdent leur carte d'électeur et sont politiquement reconnus comme citoyens. Mais c'est une reconnaissance atrophiée, parce qu'ils ne sont pas libres de choisir le candidat de leur choix et d'exercer leurs droits civils et politiques indépendamment de l'orientation de leur leader. Les leaders obtiennent leur notoriété auprès des autorités politiques en utilisant la mobilisation des populations comme une démonstration de leur popularité. Cette reconnaissance obtenue, certains dirigeants politiques, notamment des candidats à des postes électifs négocient avec ces leaders pour s'assurer du vote de ces citoyens. C'est ainsi que ces populations, en dépit du fait qu'ils n'ont pas d'acte de naissance n'éprouveront pas de grandes difficultés à obtenir leur carte d'électeur. Selon cette répondante, les dirigeants exigent que les membres des campements adhèrent au parti et votent pour le ou les candidats particuliers pour qui ils leur ont exigé de voter.

« C'est toute l'affaire : avoir le contrôle des campements. On est allé jusqu'à forcer les gens à s'affilier au parti, à orienter et à contrôler pour qui ils votent. Il y a six ans, j'ai vu comment par

le biais des dirigeants ils appelaient aux gens et ils affiliaient au parti et le jour de l'élection pour les dirigeants du parti, ils leur donnaient un morceau de papier où ils leur disaient pour qui ils devaient voter, je l'ai vu, je l'ai vu à Salcedo⁴⁴ »

Une autre répondante travaillant dans les campements va dans le même sens pour affirmer que les gens sont manipulés par le leader et sont obligés de s'affilier et de voter pour le candidat du leader.

« Premièrement le leader contrôle bien les membres de son campement. Une fois que j'étais là, je n'avais pas de bureau et à beaucoup de gens je leur demandais leurs papiers, parce qu'ils ne me les avaient pas apportés. On me répondait: Non! Mademoiselle. Qu'est-ce vous croyez que je vais vous les apporter? On est en train de nous affilier au parti. Soit tu t'affilies, c'est-à-dire, tu t'enregistres comme membre du parti soit on t'affilie. Il n'y a pas d'autre alternative⁴⁵ »

Les dirigeants des campements, selon Leonore, sont issus de grands groupes de pression politique organisés tels que le *Front populaire* et *Antorcha popular* etc. Ces groupes possèdent différents campements à travers Iztapalapa et sont forts parce qu'ils peuvent mobiliser beaucoup de gens.

« Quant à la structure des dirigeants, cela se forme depuis la base la plus petite jusqu'aux hautes sphères, parce que cela fait partie de ce qui convient au gouvernement... Ces dirigeants sont des pseudo-politiques qui proviennent des populations. Si le PRD a besoin d'appui de la part des professeurs, ou pour n'importe quel autre besoin auquel fait face le parti; on va appeler au leader, et celui-ci qui possède 300 ou 500 personnes, demande au représentant du PRD: combien en veux-tu? Ainsi, comme ils ont des gens dans les campements, ils ont les chauffeurs de taxi qui forment une grande congrégation de taxis. Ils convoquent tout ce monde là aux manifestations, aux marches. Ces gens là n'ont aucune idée de la raison pour laquelle ils vont manifester.⁴⁶ »

La reconnaissance politique est une reconnaissance mécanique, instrumentale en ce qu'elle se base sur un calcul des leaders et des candidats pour accéder à des postes ou pour se procurer certains biens. Du côté du leader, c'est-à-dire pour le dirigeant du campement, les votes des citoyens sont considérés comme des produits d'échange : donnez-moi ceci ou cela, je ferai voter mes gens pour vous. C'est dans ce sens que des démarches sont faites pour que les adultes, même s'ils ne possèdent pas d'acte de naissance, puissent tirer leur carte d'électeur. On est en droit de supposer aussi que par là se négocie la reconnaissance des campements comme faisant partie des zones devant bénéficier des services urbains à l'instar d'autres quartiers de Mexico. De l'autre, le candidat a besoin de se faire élire, il se présente devant la population pour lui demander son vote. C'est au cours de ces rencontres que les promesses tombent. Maria et les habitants du campement d'Utlá ont fait une mauvaise expérience avec un député.

« ... Le député qui est maintenant notre délégué. Il nous promis des choses, il est venu ici faire ses rassemblements, ici, dans cette petite école. Il nous a dit que le 8 octobre, il va prêter serment et qu'il viendrait nous voir tous les 15 jours ici. Ça fait un an. Ce n'est qu'au moment de de l'incendie qu'il s'est présenté. Mais toute la population l'a chahuté, on lui dit où sont passées les promesses qu'il avait faites? Devrait-il attendre qu'il y ait cet incendie pour qu'il se présentât⁴⁷? »

La reconnaissance instrumentale, au plan politique, revêt un double aspect. D'une part, le leader est reconnu comme détenteur de votes, c'est-à-dire comme quelqu'un qui dans ses rapports avec les membres de son campement est doté de pouvoir de coercition, de contrainte des membres au point de les porter à voter pour tel candidat. Cette reconnaissance, il l'obtient de la part des politiciens, des candidats à des postes électifs. Il est aussi reconnu par les membres du campement comme quelqu'un qui oriente et trafique les votes. Divers répondants affirment que les leaders forcent les membres à voter pour les candidats de leur choix. Ce trafic est toléré par des membres des campements qui n'ont de recours que le même leader pour les aider à obtenir la reconnaissance légale du campement et de la propriété de chambre établie dans ces espaces. Ces populations reconnaissent aussi le pouvoir d'un député de faire avancer le processus de régularisation. Comme l'affirme cette répondante, ils gardent l'espoir que les élus peuvent les aider à sortir de cette situation

« À cause de nos besoins, nous sommes bien obstinés, nous gardons toujours un espoir en eux, parce que si nous disions non, nous n'allons pas voter, mais nous avons l'espoir que quelqu'un d'entre eux va s'occuper de nous⁴⁸ ».

L'instrumentalité caractérise donc de part et d'autre les rapports de reconnaissance entre ces trois acteurs que sont la population, les leaders ou dirigeants des campements et les politiciens. Chacun reconnaît l'autre en fonction des gains qu'il espère obtenir de cette reconnaissance. Cette forme de reconnaissance traduit aussi l'inégalité des rapports entre les acteurs. Les populations se préoccupent pour avoir un emplacement, un lieu où construire leur logement et s'intégrer ainsi à la vie urbaine, les leaders cherchent à faire des gains aux dépens des populations soit dans leurs rapports avec celles-ci soit dans leurs rapports avec les politiciens au nom des populations. Ils ne se font pas de souci pour avoir un toit ou un emplacement eux-mêmes. Ils travaillent dans les campements mais ne résident pas là. Quant aux politiciens, ils ne se préoccupent que pour accéder à des postes de pouvoir et n'ont les mêmes préoccupations que les populations et les leaders des campements.

Les populations où nous avons mené cette enquête se caractérisent particulièrement par la précarité de leurs conditions de vie. Ne disposant pas de ressources suffisantes pour payer le logement, elles ont avec certains «leaders-militants» d'organisations sociales irrégulièrement occupé des terrains pour y habiter. La majorité d'entre elles est analphabète et ne possède pas non plus de certificat de naissance. Après avoir de surcroît commis un acte illégal, elles sont complètement rejetées par les institutions et ne bénéficient d'aucune reconnaissance, au départ de celles-ci. Mais par l'intermédiaire des groupes, des associations et des leaders, elles vont se faire écouter conjuguant à la fois manifestations, négociations et réseaux au sein de l'administration publique.

Cependant, le clientélisme constitue un des aspects des relations des institutions étatiques et des partis politiques avec les leaders établis dans les campements. Chaque leader possède ses populations qu'il a la charge d'embrigader dans des organisations sociales, des groupements et des partis politiques à des fins de rente financière pour le leader lui-même et de capital politique pour des dirigeants de partis politiques ou des candidats à des postes politiques. Ceci n'est pas l'apanage d'un seul parti. Comme nous l'avons vu dans la revue de la littérature sur le Mexique, les deux principaux partis politiques au Mexique, à savoir le PRD et le PRI possèdent leur clientèle au sein des populations marginalisées qui, au moment opportun, doivent participer à des manifestations politiques pour défendre des candidats ou des leaders de groupements ou de partis. On peut bien observer des dizaines de milliers et parfois même des centaines de milliers de gens participer à de gigantesques manifestations populaires au centre historique de la capitale (le Zocalo). Il y a des manifestants qui sont

contraints d'être là sans même savoir pourquoi, parce que s'ils désobéissent, ils auront à payer des cautions. C'est, de toute évidence, une autre façon de porter des populations marginalisées à réaliser des actions collectives lesquelles ne sont même pas dans leurs intérêts parfois. De même cela illustre-t-il, le caractère non démocratique de la participation citoyenne à des actions dites démocratiques.

Aussi, convient-il de signaler la situation des femmes dans cette situation : on dirait que parmi les marginaux, elles constituent la catégorie la plus vulnérable, et en dépit du fait qu'elles sont les actrices les plus visibles des actions collectives imposées à partir du sommet, elles ne parviennent pas à s'organiser indépendamment de la volonté des leaders de leur campement pour défendre leurs intérêts spécifiques. Paradoxalement, on trouve des femmes parmi ces leaders. En effet les actions collectives réalisées par les populations des campements peuvent être classées au moins en trois catégories dont chacune a des objectifs spécifiques. Premièrement, les actions internes se déroulant à l'intérieur des campements soit pour assurer la sécurité des vies et des biens, soit pour réaliser des travaux communautaires au profit de toute la population. Deuxièmement, des actions externes ayant lieu hors des campements qui visent à sensibiliser les autorités gouvernementales sur la reconnaissance (regularizacion) des lieux et des constructions et y ramener ainsi des services urbains. Troisièmement, la construction des réseaux visant à sensibiliser des élus ou des cadres de l'administration publique à faire accélérer un dossier quelconque, comme par exemple l'inscription des enfants sans acte de naissance dans des écoles régulières, l'enregistrement de la petite école de Salcedo par la SEP, le financement de son fonctionnement par le CONAFE.

5. Réalisation des objectifs

Dans cette recherche, nous poursuivions trois objectifs

Notre premier objectif était de : comprendre comment les populations des campements ont-elles entrepris des actions collectives en vue la reconnaissance et de la satisfaction de leurs revendications.

L'analyse des données obtenues à partir de la recherche documentaire et des entrevues réalisées nous permet d'affirmer que cet objectif a été atteint. Les populations marginalisées pour occuper un terrain se joignent à un leader qui est lui-même membre d'une organisation sociale dénommé « le Front populaire ». Ce ne sont pas les membres de cette population qui voient préalablement le terrain, mais plutôt le militant du Front. Après l'avoir identifié, il se renseigne pour savoir si ça fait longtemps qu'il est vacant, et à qui il appartient. La décision est prise de l'envahir en commun accord avec le front. Maintenant, il faut recruter des pauvres pour l'occupation. On leur promet à chacun un emplacement pour construire leur logement. Mais après l'occupation chacun doit payer une contribution pour pouvoir garder sa parcelle, sinon il sera chassé. Si l'occupation réussit, c'est-à-dire s'ils ne sont pas délogés, la réussite est d'abord celle du leader, parce qu'à partir de là, il obtient un poste payant. Chaque famille doit lui verser entre 10 à 12 pesos par semaine pour ses placements vers les instances gouvernementales. Il est le seul mandaté pour prendre la parole et défendre ses populations. Celles-ci à leur tour doivent participer à toutes les actions collectives convoquées par le leader. Celui qui n'y participe pas doit payer une caution qui va jusqu'à 150 pesos dans certains campements. Des actions sont organisées aussi en faveur des politiciens, et souvent le leader contraint les gens à voter pour le candidat de son choix.

Notre deuxième objectif était de : «Contribuer au renforcement de la capacité de ces populations à créer des espaces de délibération et à organiser des actions collectives à travers l'analyse des informations obtenues et l'indication de nouvelles pistes d'action ou de nouvelles propositions»

Il est tôt pour dire que cet objectif est atteint, parce que la situation est plus complexe que nous l'avons imaginée. Au fait, comme nous l'avons vu, ce ne sont pas les populations marginalisées qui organisent de plein gré leurs actions, mais un leader membre d'une organisation sociale affiliée à un parti politique qui décide de ce qui doit être fait. Par exemple, certaines personnes interviewées parlent de mécontentement au niveau de la population parce que les gens paient systématiquement des cautions pour ne pas avoir participé à des actions. Les femmes qui sont très impliquées dans la réalisation de telles actions faites par la force, se plaignent aussi du fait qu'elles ne peuvent pas s'organiser indépendamment du leader pour exprimer des revendications spécifiquement féministes. Elles sont offusquées aussi du fait que les organisations féministes ne puissent entrer dans les campements parce tout passe par le leader. Certaines ont exprimé l'espoir que la publication de ce rapport pourrait faire connaître leur sort à d'autres communautés. Dans ce sens, la recherche n'aurait pas à encourager la poursuite des occupations de terrain mais plutôt à stimuler des groupes de femmes au sein de ces campements qui souffrent entre autres, de la suprématie d'un leader.

Comme troisième objectif, nous voulions savoir si l'implication des populations marginalisées les rendait plus aptes à alimenter les espaces de participation et de débats critiques au sein des populations. La réponse est non : l'implication des populations marginalisées telle qu'elle se fait par les leaders ne vise pas à renforcer la capacité d'action collective des populations. Les gens sont plutôt embrigadés dans des actions et des groupes politiques sans possibilité de choisir librement leur candidat et de faire un usage public de leur raison. À cause de la vulnérabilité de leurs situations, elles sont obligées, pour la plupart, de suivre le leader jusqu'à ce qu'elles obtiennent le titre de propriété de leur emplacement qu'elles ont payé au leader. Ce n'est pas pour rien que certaines personnes disent que la reconnaissance les libérera du joug du leader.

Ce n'est pas parce qu'ils subissent le leadership des dirigeants que ces populations sont incapables d'action. Leur soumission passe donc comme une stratégie pour obtenir un petit emplacement qu'ils ne paient pas cher, puis qu'ils peuvent se plaindre nulle part se trouvant dans une zone non reconnue par l'État comme zone habitable. Nous avons vu comment les femmes ont entrepris des démarches pour trouver des professeurs pour une petite qu'elles ont construite de leurs propres mains avec quelques hommes.

6 Conception et mise en œuvre du projet

Pour construire la problématique et le modèle théorique, nous avons rassemblé des études réalisées par des chercheurs et publiées sous formes de livres, de rapports ou d'articles dans des revues spécialisées. Elles traitent, entre autres, des conditions de vie dans les campements. Ce sont des études récentes faites au Mexique.

Par rapport aux observations de terrain et aux entretiens, nous avons fait ce que Yin (1989) appelle les observations répétées afin d'observer les établissements des populations sur les terrains irrégulièrement occupés, l'état d'insatisfaction des populations, les logements ou les projets de logements sociaux en cours. Pour nous introduire sur les lieux, nous avons été référés à la coordinatrice d'une organisation qui fait du travail communautaire : Techula⁴⁹. Celle-ci nous a présenté à la clientèle de son association constituée majoritairement de femmes dans un campement appelé Salcedo⁵⁰. Ces femmes sont toutes des membres des campements. Le lieu de travail de Techula est le

⁴⁹ C'est un nom fictif, pour des raisons éthiques attribué à cette organisation. Pour les mêmes raisons, à l'instar de cette organisation nous avons attribué des noms fictifs à d'autres organisations travaillant dans ces milieux.

⁵⁰ Salcedo est aussi un nom fictif attribué à cet établissement humain. Nous faisons autant pour tous les autres campements qui font partie de la recherche

quartier général de Salcedo où se trouvent les bureaux de la direction de l'organisation. Préoccupés par tous les avertissements qu'on nous a donnés au départ, nous nous sommes cantonnés durant les deux premières semaines au quartier général de Salcedo pour réaliser les premières entrevues et construire des relations de confiance avec les gens. Comme nous avons apporté, en dépit des avertissements, une caméra électronique, pour essayer de renforcer nos rapports avec les personnes qui venaient enregistrer la naissance de leurs enfants, nous leur avons demandé si nous pouvions prendre des photos que nous leur rapporterions la semaine prochaine après les avoir imprimés. Leur accord obtenu, nous avons photographié des photos de beaucoup de gens, en particulier des femmes qui avaient sous les bras des enfants en bas âge. Au fur et à mesure nous sommes parvenus à gagner leur confiance. Ayant remarqué que les gens avaient peur de parler au local où nous avons commencé à réaliser nos premières entrevues, nous sommes sortis à partir de la troisième semaine pour faire des entrevues ailleurs. Alors, nous avons commencé à enregistrer un autre discours de la part des gens plus critiques vis-à-vis de ce qui se fait dans les campements. Nous avons pu visiter également d'autres campements pour observer les conditions de vie et parler à des gens qui nous ont vus à l'association.

Nous avons réalisé une vingtaine d'entrevues semi-structurées⁵¹ avec différentes catégories de personnes : 5 dirigeants de campements établis à Taraz, 10 membres des organisations des campements 3 membres d'une association civile intervenant dans les campements, et trois habitants de Taraz. Ces entrevues ont porté spécifiquement sur trois thèmes : les conditions de vie dans ces campements (la marginalisation), la formation des groupements et l'émergence du leader et les actions collectives entreprises; 3) , les rapports avec les leaders⁵² au sein des campements ainsi que les relations avec les autorités étatiques en vue d'obtenir la reconnaissance (la regularizacion) des espaces occupés comme entité de la municipalité, laquelle reconnaissance favorise à son tour la reconnaissance des titres de propriété et l'accès régulier à l'eau potable et à l'électricité. Pour réaliser ces entrevues, un guide a été préalablement préparé en français. Pour les fins des entrevues, il a été traduit en espagnol (voyez en annexe une copie du guide d'entretien)

Pour traiter et analyser les données obtenues, nous avons procédé à la codification thématique⁵³. Chacun des thèmes suivants : la marginalisation, les actions collectives et la reconnaissance a généré un ensemble de sous-thèmes que nous avons regroupés sous des codes différents. Par exemple, les actions collectives ont produit des sous-thèmes tels que veillées, marches, meetings, sit-in qui ont été regroupés sous un seul code lequel nous a permis de faire une analyse optimale de cette thématique tout en tenant compte du discours de chaque personne interviewée. Au terme de la codification, pour chaque entrevue, une synthèse qui tienne compte des principaux axes de notre recherche est faite. La confrontation des 20 synthèses nous a permis de passer à la rédaction

Après chaque entrevue, un résumé est fait. Ceci a permis de nous rappeler le contexte dans lequel se sont déroulés les dialogues et des différentes attitudes affichées au cours de sa réalisation ainsi que les principales informations révélées. Ensuite, les entrevues sont retranscrites en espagnol (langue dans laquelle elles ont été réalisées). Les citations sont en français et de traduction personnelle. La déclaration originale (en espagnol) est affichée en bas de page.

⁵¹ Pour Lamoureux « quand une entrevue complète les questions fermées par des questions ouvertes, ou ne comporte que des questions ouvertes, il s'agit d'une entrevue semi-structurée (Lamoureux, 2000)

⁵² Les leaders sont des militants membres d'une organisation sociale ayant une couverture nationale au Mexique dénommée le Front populaire (qui est un nom fictif que nous attribuons à ce front pour des raisons éthiques). Ces leaders sont ainsi nommés par les personnes avec lesquelles nous avons réalisé les entrevues. Ce sont eux qui contrôlent les campements et qui servent d'intermédiaires entre les populations des campements et les institutions gouvernementales.

⁵³ La codification thématique permet d'obtenir des codes explicatifs à partir desquels on identifie un thème, un pattern ou une explication émergente. La fonction de ces codes consiste à rassembler une grande quantité de matériels dans des unités d'analyse plus significatives et économiques. aussi sont-ils des méta-codes (Miles et Hubermann, 2003)

Un des aspects nouveaux apparus dans le projet de recherche –lequel n'a pas été prévu préalablement – est les disparités entre hommes et femmes dans campements. Il y a plus de femmes que d'hommes dans ces milieux. Elles sont majoritairement présentes dans toutes les actions collectives et surtout dans les démarches pour obtenir la reconnaissance d'une petite école qu'elles ont construite avec quelques hommes. Ce sont elles qui assument la responsabilité de se présenter à l'association pour faire enregistrer leurs enfants qui ne disposent pas d'acte de naissance. Elles s'en plaignent car il n'y a pas de groupe pour défendre leurs intérêts. Participer à des actions collectives, s'occuper des enfants et de la maison ne leur laissent pas assez de temps pour se faire une place sur le marché de l'économie informelle. La plupart réussissent à travailler comme servantes ou bien à vendre quelques produits dans la rue. Elles doivent laisser leurs enfants avec leurs grands-parents ou chez une amie quelconque. Les organisations féministes ne sont pas représentées dans ces milieux, en dépit du fait que ces femmes sont victimes de violence de toutes sortes. Certaines d'entre elles disent espérer qu'avec la régularisation, leur situation va changer.

7 Résultats du projet et diffusion

En termes de résultats, nous pouvons dire que les populations marginalisées sont capables d'action collective, même si elles peuvent être manipulées depuis l'extérieur par des militants politiques dont les intérêts sont différents de ceux de la population. Ensemble, les gens se mettent pour assurer la sécurité des terrains occupés, ensemble ils ont envahi les terrains pour construire leur. On a vu aussi comment les femmes particulièrement, de concert avec les leaders des campements se sont organisées pour construire une petite école informelle puis entreprennent des démarches, arrivent jusqu'à organiser des sit-in pour que des institutions d'éducation publique assument la responsabilité de nommer des professeurs et de les payer à partir du budget public. C'est une preuve de la capacité des populations de créer des biens collectifs et de les gérer.

Il n'est pas vrai, cependant, que la réalisation des actions collectives dans le cas de la Sierra Catarina arrive à faire émerger des espaces de débats critiques, car c'est leader qui contrôle tout dans ces lieux et qui décide à qui permettre de prendre la parole. Cependant, cela n'étouffe pas le désaccord, bien des personnes interviewées se plaignent de cette situation et souhaitent que cette recherche puisse constituer pour eux une opportunité pour que d'autres sachent ce qui se fait dans ces lieux.

Ceci nous amène à la possibilité de diffuser les résultats de cette recherche. À cette fin, nous avons déjà préparé un rapport plus volumineux que notre directeur de recherche a révisé. Nous aimerions faire traduire ce document en espagnol en vue de sa publication. Aussi aimerions-nous retourner au Mexique pour faire une présentation des résultats de cette recherche à l'association qui nous a accompagnés ainsi qu'au Colegio de Mexico. Pour ce, nous avons besoin de fonds et nous sommes à la recherche de traducteurs ainsi que d'institutions qui pourraient faciliter la conférence que nous aimerions faire au Mexique dans le cadre de la divulgation des résultats de la recherche, car cela pourrait ouvrir une piste en de renforcer la capacité des femmes de ces milieux marginalisés d'agir et de pouvoir exprimer leurs revendications spécifiques.

Toujours dans le cadre de la diffusion, le 14 mai, de l'année en cours, nous prononcerons une conférence au Centre de recherche de Montréal sur les discriminations et les inégalités (CREMIS) sur le thème « Survie et reconnaissance : le cas de la sierra Santa Catarina à Iztapalapa, Mexico ». Cette conférence sera l'occasion pour nous de faire une diffusion plus large des résultats de cette recherche. Dans la même perspective, Nous nous sommes inscrits aussi au congrès de l'association canadienne des sociologues de langue française (ACSALF) qui aura lieu en octobre de cette année. La proposition de conférence a été soumise le mois dernier. Nous avons reçu l'accusé de réception de la part des organisateurs.

8 Renforcement des capacités de recherche

Au plan personnel, cette recherche m'a permis de faire de nouveaux apprentissages tant dans le cadre de la rédaction du rapport lui-même que dans celui d'accéder à un terrain où je suis inconnu et étranger. C'est une recherche qui fait partie de ma thèse de doctorat. Elle ne pourra que contribuer à l'amélioration de mes compétences.

9 L'incidence du projet

Un des premiers apports de cette recherche concerne les théories sur les actions collectives. Certains courants, entre autres le structuralisme inspiré du marxisme et le structuro-fonctionnalisme, à cause de l'accent mis sur le déterminisme historique ou socio-économique prônent que les populations marginalisées sont incapables d'action collective parce qu'elles constituent l'écume de la société, ce que Wacquant appelle les « franchises », les « déchets sociaux » (Wacquant, 2006). Sans prétention de vouloir contredire ou porter un démenti à ces avancées théoriques, cette recherche nous permet de voir qu'il y a des populations vivant dans la précarité extrême, qui même si elles se laissent contrôlées par des militants de groupes politiques sont quand même capables de créer des biens collectifs (le bien commun). Parmi ces populations, les femmes en particulier, qui constituent toujours la catégorie la plus vulnérable dans toute situation d'oppression et de marginalité, ces femmes ont fait montre de leur capacité d'action soit en mettant sur pied une petite école communautaire pour placer leurs enfants à qui on refuse une place parce que ceux-ci n'ont pas d'acte de naissance, soit en organisant des actions collectives pour défendre des vies et des biens dans une zone à haute teneur en délinquance. Se laisser manipuler par les leaders aussi nous permet de comprendre aussi qu'il s'agit d'un comportement rationnel. Les gens le disent clairement : ils ont besoin d'être reconnu légalement comme propriétaire de leur emplacement et de leur petite maison pour se défaire du leader et refuser de participer à toutes ces actions collectives.

Jadis, les actions réalisées par ces leaders étaient plutôt des actions dirigées contre le système, contre l'État. Mais cette étude nous permet de voir qu'aujourd'hui les populations cherchent davantage à s'intégrer, à revendiquer une place à s'insérer qu'à exiger la destruction du système ou la fin de l'État. Soulignons enfin le rôle particulier que peuvent jouer ces populations dans l'élaboration des politiques publiques de développement, avec tout ce qu'ils ont mis en place dans ces campements. Donc, comme apport, on peut dire cette recherche pourrait contribuer à l'émergence d'une nouvelle façon de penser les actions collective en ce qui concerne les populations marginalisées.

Les entrevues réalisées avec les personnes, les dialogues des gens de plusieurs campements nous ont permis de voir l'importance qui est accordée à la recherche. Depuis que ces lieux ont été occupés, il y a plus de dix ans, il n'y a pas eu de recherche nous, dit-on, sur les populations qui y habitent. Pour la recherche faite était une opportunité, surtout pour un groupe de femmes seules mères. Elles pensent que si cette recherche est publiée en espagnol, si elle est discutée avec des autorités qui gouvernementales mexicaines, on pourrait faire quelque chose pour les sortir de leurs situations. Ce sont des populations capables de participer aux décisions qui les concernent. Cette recherche si elle est publiée pourrait bien stimuler la participation citoyenne pour la reconnaissance et la transformation des campements en zone faisant partie de l'espace tel que tracé et délimité par l'État.

10 Recommandations

Au terme de cette recherche, mes recommandations concernent deux points

Premièrement⁷ les revendications essentielles des populations qui veulent être reconnues et régularisées officiellement pour se libérer comme elles le disent du « joug du leader ». Cette régularisation devrait se faire dans une logique de développement intégré participatif qui tienne compte du savoir-faire des populations, particulièrement des femmes qui ont des revendications spécifiques.

Deuxièmement je souhaite que le CRDI puisse continuer de subventionner des projets de recherche dans des milieux pareils parce que la recherche aussi quand elle est bien pensée peut être un outil efficace pour le développement.

Souhaite qu'il y ait suivi à cette recherche. Pour ce, je recommande qu'il soit traduit en espagnol pour que les populations des campements puissent y accéder et s'en servir pour le développement de leur quartier.

Annexes

Annexe A.

Version originale en espagnol des citations

⁷ Cuando llegamos nosotros aquí, aquí no había casas, había puros arbolitos, aquí sembraban calabaza, sembraban ejotes. Nosotros llegamos aquí y limpiamos el terreno, estuvimos luchando y ya nos dieron este pedacito de terreno, cuando llegamos nos dieron un pedazo de terreno de cuatro por cinco, era cocina, era recamara. Ya aquí llevamos doce años viviendo aquí, luchamos por el terreno y gracias a Dios ya tengo cincuenta metros de terreno, la casa era de cartón no era de tabique y así estamos luchando todavía por el terreno. Aquí hacemos velada, hacemos resguardo, hacemos todo nosotros

⁸ En los asentamientos irregulares la gente que llega ahí es la gente que no tiene posibilidades de tener una vivienda en otro lugar. Muchos de ellos vienen de otras delegaciones. Tuvimos casos de personas que a la hora de entrevistarlas en su cambio de domicilio, lo que vimos es que ya no podían pagar la renta de la vivienda en donde estaban, tenían un vínculo con alguien que conocía a los dirigentes y pudieron llegar a vivir allí. Vemos que hay gente que en la medida que se fue regularizando la tierra en otros lugares y que implicaba que tenían que pagar algún enganche, una cantidad de dinero la gente tuvo que desplazarse hacia otros lugares y muchos de ellos se fueron a los campamentos

⁹ En Salcedo esta habiendo también proceso de regularización de la tierra y en este proceso resulta que las familias que no tuvieron dinero para pagar, no sé a quien le tuvieron que pagar, ya no nos pudimos meter a investigar cómo estaba el asunto, pero la gente que no tuvo dinero para pagar esa gente salió del campamento. Alguna gente que esta llegando al registro civil que son muchos mazahuas, mazahuas de Michoacán, están fuera del campamento porque no pagaron el dinero, también hubo una dirigente indígena que no estuvo de acuerdo y hubo un movimiento parece que liderado por un maestro del INEA, Instituto Nacional Educación para los Adultos

¹⁰ Lo que pasa es aquí en el predio la mayor parte, no le voy a decir que todos, la gran parte, si hablamos de personas que vienen de Michoacán, son personas que tienen muchos niños y esas personas mandan a sus hijos a trabajar a la calle, los mandan a vender chicles, a limpiar parabrisas, a pedir en la calle, esas son las personas que por lo regular tienen sus casas buenas, pero a base de qué, de que sus hijos se vayan a la calle a pedir dinero.

¹¹ Aquí la mayor parte de los que estamos se han ido por esta situación, porque desgraciadamente vivimos en una zona muy marginada y en una zona llena de delincuencia y drogadicción, afortunadamente hay personas que no son del tipo de personas que dicen a mi no me interesa mi familia y me sigo quedando aquí, hay personas que si tienen un hijo, dicen yo por mi hijo me voy a un lugar donde mi hijo crezca con una educación buena y con una estancia diferente a lo que se vive aquí, porque no quiero que mi hijo se quede con esa idea de vivir siempre en este lugar, lo que tienen la posibilidad, porque si le diría que voy a vender mi terreno, por el mío no dan nada, porque el mío no tiene cimentación, el mío es de cartón, no lo he construido, nada más construí el puro frente, a mi me dan veinte mil pesos, le tengo que dar quince al señor, cuánto me queda

¹² Salcedo es una zona de marginación muy crítica, porque muchos de mis campeones, muchos de mis compañeros de causa son trabajadores de la central de abastos, son los que van y cargan o se prestan a estibar camiones, ya sea cualquier clase de verdura: jitomate o melón, pero les pagan una miseria a mis campeones. Bueno, la vida debe que seguir su curso, debe de seguir viviendo. Mi lucha siempre ha sido eso, me ha gustado siempre luchar por los que menos tienen, por los que menos tienen

¹³ Las características de esta población es que carece de documentos, para insertarse en la vida de la ciudad se necesitan papeles y si no tienes todos los papeles no te puedes insertar, para trabajar como obrero en una fábrica si no tienes ahora mínimo primaria o secundaria no puedes trabajar como obrero, qué pasa si tienes una escolaridad menor al sexto grado de primaria, no tienes cartilla milar, cómo que puedes trabajar, como ayudante de albañil, puedes trabajar por tu cuenta, puedes trabajar como cargador en la central de abastos, puedes trabajar como peón en las nopaleras, pero no puedes entrar muchas veces entrar a trabajar en una empresa de limpieza, te exigen ya el sexto grado de primaria y tener los papeles en regla, necesitas acta de nacimiento, cartilla y no la tienen, no han ido hacer el servicio militar

¹⁴ Tradicionalmente como se ha manejado los valores, por ejemplo, la mujer debe que permanecer en casa, atender al marido, atender a los hijos, dedicarse a lavar, planchar, hacer la comida y si es que los niños van a la escuela es ella la que debe ir a dejarlos a la escuela a traer y vigilar que hagan las tareas, eso es en términos generales pero aparte existen los golpes pero eso se oculta mucho por parte de la misma familia, incluso de la misma mujer, por ejemplo, ya cuando uno empieza a obtener la confianza, empieza a indagar, resulta que si hay golpes de por medio a la mujer, mucho machismo.

15 El trabajo domestico; pues es un trabajo que te deja más o menos para pasar el día ya que más o menos te pagan \$80.00 o \$90.00 peso por ir a hacer el quehacer a una licenciada, una doctora o gente que ya tiene profesión. A veces las señoras se van porque tienen que ir a lavar, planchar a hacer la comida, el quehacer y pues ya les regalan la comida para los peques, eso es otra actividad usual de las mujeres del predio

16 Ahora, otra de las cuestiones que también se da de mujeres que llegaron acá, mujeres solas que llegaron acá, es porque todavía en el campo en México hay una situación machista de una represión muy fuerte contra la mujer, qué pasa con una chica que no esta casada en su comunidad y queda embarazada, y no se huyó con el marido, esa chica posiblemente tiene que huir y varias de las mujeres que están en los campamentos fue esa situación, salieron huyendo de alguna situación de violencia en su familia de origen y ellas son las más vulnerables porque llegaron aquí sin una red de trabajo y sin entorno que las pudiera proteger de alguna manera, pero también se da.

17 Las mujeres no tienen, casi todas no tienen la educación de trabajar, porque hay quien sí. Hay tal vez un porcentaje del diez por ciento de mujeres que se van a trabajar, a la mejor en casa, recogiendo la basura, en diferentes trabajos, para ser sinceros, profesionistas aquí no hay, salvo las nuevas generaciones que están estudiando y que son hijos de gente que si se ha hecho una meta, son gente que manda a sus hijos a estudiar y ellos van a tener un nivel económico diferente al nuestros, pero en general las mujeres de aquí, es del tipo de mujer que no participa en cuanto a los ingresos, no todas. Se dedican a ser amas de casa, se dedican a llevar y traer a los hijos, pero aquí han faltado esas fuentes de trabajo y ese incentivo que tienen que darle a cada una de ellas para que tengan otro tipo de interés y puedan mejorar su calidad de vida»

18 Porque tal vez la mayor preocupación de la mujer es la educación de los hijos, tal vez es ese. Nosotros hicimos mesas de trabajo entorno al día internacional de la mujer, hacíamos diferentes mesas de trabajo con temáticas propuestas por las propias señoras y a la hora de que se inscribían a las mesas de trabajo las señoras todas querían estar en educación de los hijos, quiere decir que la mayor preocupación de la mujer es la educación de los hijos. La mujer no trabaja, no tiene una actividad fuera, su actividad es el hogar, el cuidado de los hijos y ellas quieren que sus hijos superen las condiciones de pobreza y marginación de ellas y ven una estrategia para lograr eso y lo ven en la cuestión educativa

19 Pues yo creo que les falta. En primero son utilizadas y en segundo lugar el poco tiempo que les queda tienen que buscarle comida a los bebes. Entonces como que no ha habido ese trabajo; yo creo que se necesita mucho trabajo y si se trabaja con ellas también es el riesgo de los líderes, es muy difícil, yo les decía a las señoras, oiga: Por qué hay mucha gente que no sabe leer y escribir, ¿oigan por qué no se meten a la escuela? Junto con sus niños aprendan por lo menos

20 Es que la mayoría tiene cuatro o cinco seis hijos, aquí se vienen porque en primera no pagan renta, entonces, las mamás saben que en la central de abastos ahí no se mueren de hambre porque se van a la central de abastos a conseguir trabajo, con la carga que se tiene que seleccionar frutas

21 Pues yo la mayoría de las jovencitas que he conocido todas ya son mamás a los trece, catorce o quince años y niñas, digo niñas, porque dieciséis, diecisiete años ya son mamás,

22. yo llego a vivir aquí de provincia, porque casi siempre llegan de provincia, llego a vivir aquí con mis propias necesidades, falta de una habitación, falta de trabajo, falta de un hombre que este conmigo, pero entonces empiezo yo a salir, pero tengo un dirigente, llego a ese lugar y el dirigente no dice nada de tu vida común, eso no. Pero las mujeres, como los poco hombres que hay, volvemos a repetir que son menos hombres que mujeres, las mujeres se quedan y las que hay por no pagar las faenas son las que se ponen y como no pagaste te toca ir ayudar, hacer los trabajos mas difíciles, por qué? porque no tuviste la solvencia para pagar.

23 Otra, yo tengo hijos, tenga una casa que ver, aunque siempre todos las mujeres de Bonampak, usted lo acaba de ver y usted lo dijo están solas, son mujeres solas, que habrá un hombre, perdón, pero nada más para gozo, hoy, mañana quién sabe y aprovéchalo hoy porque mañana no sabemos, así es. Incluso porque nosotros que estamos aquí lo vemos, a veces los señores de esta casa ya es papá también de los niños de esta y es papá de los niños de esta otra casa, esas tres mujeres somos bien comunitarias, en vez de darle pamba al señor y quitarlo de en medio y me quedo con lo que ya tengo, total ya perdí, pero me quedo con lo que tengo y salgo adelante, no. El señor puede venir aquí, aquí y aquí, el señor se dedica a emborracharse, a no trabajar

24 para sacar una acta de nacimiento, no son caras, son alrededor de veinte pesos, pero el trámite que conlleva, porque para que él me pueda dar un comprobante de domicilio tengo que pagarle X cantidad, yo para poder ir sacar una copia de una acta de nacimiento mía, porque es lo que me piden para registrar a mi hijo, tengo que pagar una cantidad que no la tengo por la misma situación en la que me tiene él, yo para poder tener un trabajo fijo no tengo que ir a marchas, yo no tengo que ir a plantones, yo no tengo que hacer faenas aquí, porque tengo la necesidad de tener un horario de un trabajo y no lo puedo tener, en qué vivo, lógicamente en la pobreza ocasionada por él mismo

²⁵ Muchas de las veces uno tiene sus necesidades y las autoridades hacen caso omiso de la necesidad de la gente, por ejemplo, regularización, hay lugares que carecemos de agua, si las autoridades no hacen caso de dar solución al abastecimiento de agua, para presionar a las autoridades tenemos que salir a los mitines, para informar a las autoridades que tenemos necesidad de lo contrario si nos quedamos callados nadie nos va escuchar, como dicen él que no habla Dios no lo oye, buscamos esa manera de darle saber a las autoridades que no se olviden de nuestras necesidades.

26 Si se empieza a marchar desde el metro Constitución de 1997 hasta el zócalo, al Ángel de la Independencia, dependiendo al lugar que nos manden

27 A mi a veces me ha tocado creo que tengo mala suerte o buena suerte, que llega la prensa y me pregunta por qué estas aquí y digo, no digo nada me quedo callada, porque también me ha tocado que llega la prensa y me pregunte y conteste y mi dirigente se me vaya encima llegando al predio, es que tú no tenías derecho de abrir la boca, no tenías porque hablar. Hace poco pasó, fuimos a un plantón cuando el quince nos tocó una manifestación en el zócalo, cuando todos los granaderos empezaron a meterse en valla y todo el rollo, nosotros estuvimos ahí y llegó la prensa y me preguntó por qué estas aquí y yo contesté que estaba haciendo plantón para cuando venga López Obrador a dar el grito y que se me va encima mi gente, porque dijiste eso y luego que me manda el dirigente a su esposa para decirme que por qué había abierto la boca.

28 Las marchas son negocios para los líderes ¿por qué? Porque eso es lo que no me parece, porque cuando se hace una marcha o un mitin es porque yo voy a salir beneficiada con eso directamente, estoy luchando por algo. Y a mi no me parece eso de los mitines, porque la gente es utilizada por ejemplo, tal diputado va a dar un informe, entonces se llevan a la gente de los predios a apoyar a gritar, eso no les sale del corazón ir pero por necesidad tienen que ir a apoyar a ese diputado, a esas personas, entonces son utilizadas.

29 Si es necesario y no nos dan contestación a lo que entramos al gobierno a pedir, si lo hacemos, nos plantoneamos, hasta que no nos den contestación a lo que pedimos, nos quitamos. Nos plantoneamos por tiempo indefinido, quiere decir, que hasta que no nos haga caso el gobierno, es que nos quitamos

30 Por cada comisión (veinte personas por cada comisión). Como por ejemplo, yo estaba metida en esa comisión, yo era comisión de educación, por eso esta la escuelita porque anduve yo y la licenciada Isabel Reyna allá por un lado de Chapultepec, CONAFE, por allá anduvimos nosotros.

31 Hay personas, por ejemplo, yo tengo hijos y no tengo lugar de escuela, yo tengo que moverme con las personas para que me acompañen, para ir a hablar a donde se tiene que ir para la escuela

32 en febrero hay un programa de preinscripción, eso le permite al gobierno saber cuántos maestros va a destinar a cada escuela y planear el siguiente ciclo escolar. Logramos que nos dieran la preinscripción de los niños sin acta de nacimiento, esto lo gestionamos en la Dirección General de Servicios Educativos en Iztapalapa, y la DGSJ es aparte de lo que se llama el SAID nos dio la preinscripción tanto preescolar como a primaria de todos los niños que estaban en la edad para ser incorporados a los grupos regulares, estamos hablando de todos los niños que tuvieran entre 4 y 5 años al primero de septiembre pudieran ser inscritos a preescolar en aquel centro educativo, los niños que tenían de 6 a 8 años cumplidos al primero de septiembre pudieran ser incorporados a los grupos de primaria regular, estamos hablando de que podían ser inscritos en la Árabe de Egipto, la Nueva Creación o la que pasamos que era de Santos Valdés

33 El aula fue construida por la propia comunidad. El CONAFE funciona así, el CONAFE funciona en instalaciones de la comunidad, la comunidad se compromete a proporcionar las aulas y el CONAFE proporciona los servicios educativos, o sea los maestros, les da material didáctico, pero tiene que haber un gran compromiso de la comunidad para que la escuela funcione, eso permite que los niños tengan educación y tiene una ventaja el CONAFE. CONAFE no les pide cuotas a los niños, no les exige el uniforme y tampoco les exige el acta de nacimiento, los niños pueden ser incorporados acá sin acta de nacimiento

34 Porque tal vez la mayor preocupación de la mujer es la educación de los hijos, tal vez es ese. Nosotros hicimos mesas de trabajo entorno al día internacional de la mujer, hacíamos diferentes mesas de trabajo con temáticas propuestas por las propias señoras y a la hora de que se inscribían a las mesas de trabajo las señoras todas querían estar en educación de los hijos, quiere decir que la mayor preocupación de la mujer es la educación de los hijos. La mujer no trabaja, no tiene una actividad fuera, su actividad es el hogar, el cuidado de los hijos y ellas quieren que sus hijos superen las condiciones de pobreza y marginación de ellas y ven una estrategia para lograr eso y lo ven en la cuestión educativa

35 Liberarse del yugo de los líderes

³⁶ Si, por uno ya va a ser libre de todo, yo, por ejemplo, me siento responsable con toda la gente y ya al tener su regularización yo ya me libero, porque ya soy libre, ya tienen lo que queríamos, por lo que tantos años luchamos y para mí va a ser un descanso personal, ya va a ser más tranquilo para todos, porque van a ser libres y como quiera o no es un grupo y lo que dicen se lleva a cabo y si el grupo no opina igual y si la mayoría no quiere no se hace, como tal tiene que salir todo junto

37Y ese es un grave problema que además propicia que existan los líderes, porque el gobierno no reacciona cuando te mueves, si no te mueves organizadamente el gobierno no reacciona y no te hace caso, ese es el problema que propicia que existan todos esos líderes, porque no existen otros mecanismos para que la gente pueda ser atendida por el gobierno

38 El Estado en un primer momento se niega al reconocimiento, sin embargo de allí es el papel de la lucha, el papel de la organización y el papel de los dirigentes, que los dirigentes no son gratuitos, cumplen una función y la función es que generalmente tienen mayor grado de escolaridad y se saben mover mejor en las negociaciones que hay que hacer con el gobierno para que en un primer momento no los desalojen y después logren la obtención de servicios y logren la regularización de los predios, pero todo esto es a través de una proceso de lucha, no todos logran la regularización, porque hay lugares donde el gobierno dicen: aquí no pueden haber un asentamiento,

39 Aunque viven en México son indocumentados en su propio país, presentan esa misma problemática. por eso son presos igual que lo que pueden ser presos los inmigrantes indocumentados de Estados Unidos, incluso en un momento dado aquí con más problemas, porque en Estados Unidos finalmente hay una política dual porque necesitan a los inmigrantes, acá no es que los necesites, necesitas a los albañiles pero tanta cantidad de gente, la ciudad no tiene capacidad para absolverlos, por eso están en los cruceros, están limpiando parabrisas, muchos de los que están aquí y se emplean como limpiadores de parabrisas

40 Mira, antes en los pueblos a las mujeres no era importante el registro de nacimiento porque eran mujeres, porque se iba a casar y atender hijos, porque no importaba, porque simplemente el ser mujer no valía nada como mujer, entonces no registran. Los padres no registraban principalmente a las mujeres, si era barón si, porque él va a mantener se supone, entonces ellos se vienen de sus pueblos a México y se encuentran el monstruo, ¿Haber quieres un trabajo? Necesito tu documentación acta de nacimiento, constancia de estudios, ¿no lo hay? Pues, entonces no hay trabajo, ni modo te vas a la calle, te vas de limpia parabrisas, pidiendo limosna, vendiendo cualquier cosa

41Como en mi caso, yo no estoy registrada (por qué no estas registrada). Mi papá no me quería registrar porque no tenía sus papeles, mi mamá era la que estaba viendo lo de los papeles y ahorita ella viene para acá para poderme registrar, para yo poder registrar a mis hijos

42. Esta todo este asunto en donde tener el control de los campamentos es hasta tener el control de los afiliados al partido, hace seis años estuve viendo como a través de los dirigentes llamaban a la gente y los afiliaban al partido y el día de la elección para los dirigentes del partido, les daban un papelito en donde les decían por quién tenían que votar, lo vi, lo vi en Salcedo.

43. Esta todo este asunto en donde tener el control de los campamentos es hasta tener el control de los afiliados al partido, hace seis años estuve viendo como a través de los dirigentes llamaban a la gente y los afiliaban al partido y el día de la elección para los dirigentes del partido, les daban un papelito en donde les decían por quién tenían que votar, lo vi, lo vi en Bonampak,

44 En primera los tienen bien controlados, ósea yo, el tiempo que estuve ahí me quede sin oficina y un montón de gente a la que le decía ¿y sus papeles, porque no me los trajo? No señorita, ¿cómo cree que se los voy a traer? Si nos están afiliando. Ósea que o te afilies o te afilias. No hay más

45 Los líderes, esto va formando parte desde el punto más bajo hasta las altas esferas, porque es parte de lo que le conviene al gobierno. Estos líderes o pseudo políticos que se aprovechan de la gente, por ejemplo, el PRD si necesita gente o viene de la APO, de la Sección Veintidós de los Maestros, cualquier necesidad que tengan ellos, llaman al líder y el líder dice que tiene trescientas personas o quinientas, cuántas quieres, y así como tienen gente en el campamento, tienen en los taxistas, por ejemplo que son una gran congregación de taxistas. llaman a toda la gente y se la llevan a la marcha, no tienen ni idea pero los llevaron y ahí no importa si la señora esta recién parida. si tienen hijos pequeños, si los abandonan aquí, por que si no van les cobran una cuota

46 Nuestras necesidades, a pesar de todo somos tercos, porque tenemos una esperanza en ellos, porque si nosotros decimos ya no vamos, tenemos una esperanza que alguno de ellos nos haga caso, por ejemplo, el Diputado que ahora es el Delegado, ése nos prometió, venía a hacer sus juntas aquí en la escuelita y nos decía que el 8 de octubre voy a tomar posesión y ya me van a ver cada quince días acá, cuándo, lleva un año y ahora en la quemazón fue cuando se presentó y toda la gente le gritó, le dijo que a dónde estaban sus promesas, que tenía que surgir un problema para que se presentaran, no se había presentado

⁴⁷ Nuestras necesidades, a pesar de todo somos tercetos, porque tenemos una esperanza en ellos, porque si nosotros decimos ya no vamos, tenemos una esperanza que alguno de ellos nos haga caso

Annexe B

Guía de entrevista

Presentation

Mi nombre es Ilionor LOUIS. Estoy haciendo una investigación sobre las capacidades de luchas de las poblaciones marginadas para el reconocimiento. Este estudio se realiza en colaboración con XULALTEQUELT, una organización que interviene realizando acciones a favor de niños en una comunidad de Iztapalapa. Se trata de un estudio comparativo que busca analizar la manera como poblaciones de « Cité de l'Éternel » (Ciudad de Dios) en Puerto Príncipe, del Centro-sur de Montreal así como las de aquí sobreviven y realizan acciones colectivas para ser reconocidas por el Estado y gozar de sus derechos básicos.

Quisiera hacerle unas preguntas. Estas llevarán sobre tres temas generales: las acciones colectivas, la marginación de la población y las luchas que se llevan a cabo con finalidad del reconocimiento tanto de la población como de sus derechos.

Objetivos:

1. Entender cómo las poblaciones de tres comunidades específicas (Centro-Sur de Montreal, Cité de l'Éternel a Port-au-Prince y la comunidad de aquí) han realizado acciones colectivas con el fin de exigir el reconocimiento y la satisfacción de sus reivindicaciones.
2. Contribuir al refuerzo de la capacidad de estas poblaciones crear espacios de deliberación y organizar acciones colectivas a través del análisis de la información obtenida.
3. Saber si la implicación de estas poblaciones en la realización de proyectos comunitarios los vuelve más capaces de crear espacios de participación y debates críticos o de emprender nuevas acciones colectivas que cuestionan el sistema dominante

Cuestión 1

Presentación de la persona entrevistada

Cuestión de inicio

Le gustaría presentarle por favor?

Objetivo

- Poder elaborar un perfil de la investigación,
- Conocer su implicación en las acciones colectivas para obtener el reconocimiento por parte de las autoridades

Ideas centrales

Perfil de la persona, sus actividades, sus compromisos, su estatuto actual. Participación en el proyecto Suburbio- Québec.

Papel desempeñado en la comunidad, Participación en los proyectos diseñados en la comunidad.

Ayuda de memoria

1. Estatuto de la persona, trayectoria profesional
2. Compromisos sociales y comunitarios de la persona
3. Implicación de la persona en las acciones colectivas y/o en los proyectos comunitarios

Sección 2

Antecedentes del proyecto

Cuestión inicial:

Es que podría hablarme de las circunstancias que contribuyeron a la realización de proyectos en la comunidad de aquí?

Objetivos:

- Conocer el proceso que llevo a la elaboración del proyecto
- Conocer el papel de las poblaciones en la planificación, la ejecución, la evaluación y el control de cada uno de los proyectos respectivamente.

Ideas centrales

Decisión de elaborar el proyecto: organismos comunitarios, Organizaciones no gubernamentales, asociaciones básicas. Duración del proyecto: muchos meses o de años. Participación de la población en los proyectos: fase de participación: concepción, elaboración, evaluación, seguido. Proceso de instauración del proyecto: consulta pública, diagnóstico comunitario.

Ayuda de memoria

1. Nacimiento de la idea de la realización de este proyecto.
2. Papel desempeñado por los grupos básicos.
3. Introducción de la población a este proyecto (tener en cuenta las distintas fases de realización del proyecto: diagnóstico comunitario, concepción, elaboración, seguimiento).
4. - Impacto de la idea de la realización de este proyecto sobre la población y las organizaciones básica.

Sección 3 : Contexto de realización de las acciones colectivas

Cuestión inicial:

¿Es que podrían describirme las condiciones en las cuales se realizaron esta acción colectiva?
¿Podrían hacerme una cronología de los acontecimientos?

Objetivos

- Definir los factores internos y externos que influyeron sobre la realización de las acciones colectivas de las poblaciones
- Conocer el nivel de movilización de las poblaciones
- Definir los recursos disponibles para la movilización
- Identificar las redes y las alianzas que se construyen
- Conocer el impacto de los acontecimientos políticos en la realización de las acciones colectivas

Ideas centrales

Necesidad de alojamiento social, necesidad de agua potable y otras necesidades, necesidad de reconocimiento de los territorios ocupados como condición de acceso a otros derechos, entre otras cosas la salud, la educación y el alojamiento. Contacto con quien para discutir de estas necesidades, lugares de encuentro, recursos permitiendo la movilización: carteles, prospectos, presionan (hablada, escrita y televisada) Redes y alianzas: relaciones con otras organizaciones; o con dirigentes de los grupos políticos o responsables gubernamentales Oportunidades políticas: caída de régimen, llegada al poder de un nuevo equipo, levantamiento popular o división en los miembros de un Gobierno

Ayuda de memoria

2. Lo que desencadenó la movilización para el reconocimiento de las reivindicaciones de la población alrededor del proyecto
3. Acontecimientos o cambios políticos que reforzaron esta movilización
4. Cuáles son Las formas de movilización de la población
5. Relaciones o alianzas que se construyeron en el marco de esta movilización (relaciones o alianzas con otras organizaciones de la sociedad civil o con protagonistas políticos u oficiales)
6. Alianzas entre las organizaciones comunitarias
7. Proceso de formación de los organismos comunitarios
8. Reconocimiento de los organismos por la comunidad para militar con el fin de obtener reconocimiento por los organismos oficiales para negociar y para ser parte involucrada en la realización de los proyectos
9. El impacto de estas alianzas en la realización de esta acción colectiva
10. Los medios utilizados para hacer efectivas las movilizaciones

Cuestión inicial:

Me gustaría ahora que des tus opiniones sobre el impacto del proyecto sobre las organizaciones, los grupos locales y la población en general

Objetivos:

- Conocer si el proyecto ayudó a reforzar o crear espacios de deliberación o si los disminuyeron

Ideas centrales

Estigmatización, discriminación, consecuencias de la implicación o no de las asociaciones locales en los proyectos: pocos debates sobre los problemas comunitarios, profesionalización de las asociaciones en la ejecución de los proyectos, retroceso sobre las acciones colectivas de alcance militante o crítico, infeudación de las asociaciones locales o grupos comunitarios

Ayuda de memoria

1. Información sobre los tipos de proyectos que se realizaron en el barrio. Saber si los proyectos fueron proyectos concebidos específicamente para la población del barrio o para comunidades similares al barrio. Conocer porqué.
2. Conocer los impactos de estos proyectos sobre condiciones de vida de la población. Saber si estos proyectos favorecieron la aparición o el refuerzo de los espacios de debate entre los ciudadanos en la población sobre sus condiciones de vida. Saber cómo?
3. Conocer las modificaciones o mejoras que el proyecto introdujeron en el territorio

Sección 5:

Consecuencias de las acciones colectivas en el marco de las luchas para el reconocimiento y la satisfacción de las reivindicaciones

Ahora que el proyecto finalizó, querría que me hables de sus repercusiones sobre la población en general, sobre los grupos comunitarios y sobre los grupos básicos.

Cuestión inicial:

¿Después del reconocimiento de sus reivindicaciones de construcción de alojamiento social en el marco de los proyectos quisiera que me hable de sus impactos en las condiciones de vida aquí?

Objetivos:

Saber si el reconocimiento y la satisfacción de algunas reivindicaciones de las poblaciones ayudó a sacarlos de la marginalidad?

Ideas centrales

Cambio de las condiciones de vida de la población: desempleo, ayuda social, acceso o no a otros servicios que aquél satisfecho por los proyectos. Desmovilización o no de la población.

Ayuda de memoria

- 1- saber si las organizaciones o los grupos de ciudadanos siguen movilizándose para hacer reconocer y satisfacer sus pretensiones. En caso afirmativo, definir las formas que toman las movilizaciones. Así no, conocimiento lo que explica la desmovilización 2 informarse de si implica a los grupos básicos o los organismos comunitarios en la realización de otros proyectos. En caso afirmativo, identificar los tipos de proyectos
- 2- saber si la implicación de los organismos en la ejecución de los proyectos afecta a la capacidad de las organizaciones básicas de seguir movilizandando sus miembros. En caso afirmativo, conocimiento cómo. Saber si los organismos de aquí a implicados en la realización del proyecto sufrieron o no transformaciones. En caso afirmativo definir los tipos de transformación
- 3- conocer las actitudes de los responsables gubernamentales después del reconocimiento de la pretensión de viviendas sociales (población del Centro-Meridional de Montreal) o poblaciones que se establecieron de manera irregular a la Sierra Santa Catarina y a Ciudad del Eterno, en particular, después de la ejecución de los proyectos de participación ciudadana y de construcción de fuentes públicas respectivamente en cada una de estas comunidades
- 4- Saber si hubo seguimiento en el reconocimiento y la satisfacción de las necesidades de la población del barrio después de la realización de los proyectos. Si no como. Si sí, que tipo de seguimiento. Conocer la s actitudes de las autoridades estatales de los organismos intermediarios y locales después del reconocimiento del derecho de la población a quedarse aquí?

Muchas gracias

Travail informel



Photo Honor Luis nov. 2007



Photo Honor Luis, Nov 2007



Photo Leonor Luis Nov. 2007



Photo Leonor Luis Nov. 2007



Photo Llano Luis nov. 2007



Photo Llano Luis nov. 2007